

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DE SASSENAGE

RÉUNION DU 13 décembre 2018

Le treize décembre deux mille dix-huit, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le Vendredi 07 décembre 2018, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Sylvie GENIN-LOMIER à Mme Nathalie BRITES - M. Jérôme GIACHINO à M. Jérôme MERLE - M. Adrien PSILA à M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à Mme Christine DURAND - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Céline MOSCA à M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Véronique FERRAZZI à M. Yannick BELLE - M. Pierre-Manuel CHAUVET à Mme Florence PARVY - Mme Béatrice HEMARD à M. Michel BARRIONUEVO

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	23
Nombre de votants	:	32

Le Maire ouvre la séance à 19 heures, et constate que le quorum est atteint : 23 élus municipaux sont présents, et 9 élus municipaux ont donné un pouvoir à un autre conseiller présent.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Marie-Frédérique DI RAFFAELE a été désignée comme secrétaire de séance.

Le compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 15 octobre 2018 est approuvé à l'unanimité.

Le Maire annonce qu'il y a 4 questions du groupe « Agir pour Sassenage » et une question du groupe majoritaire, auxquelles il répondra en fin de séance.

Puis, il répond à des questions concernant le récapitulatif des décisions du Maire par délégation du Conseil Municipal :

Michel BARRIONUEVO pose une question sur la décision 2018-048 à laquelle répond le Maire.

Florence PARVY pose des questions sur les décisions du Maire n° 2018-047 et 2018-051 auxquelles répondent Jérôme BOETTI DI CASTANO et le Maire.

D'autre part, le Maire informe le Conseil Municipal de modifications sur les projets de délibérations n° 15 et n° 27, dont une nouvelle version vient d'être distribuée à tous les

membres présents en séance. Il donne ensuite les résultats des élections professionnelles du 6 décembre 2018 au Comité Technique de Sassenage et il fait part d'une décision de la Cour d'Appel de Lyon du 20 novembre 2018 qui a débouté la commune d'une demande d'appel en garantie de l'assurance « L'AUXILIAIRE » suite aux défaillances et à la liquidation judiciaire de la société C'BAT dans un contentieux administratif faisant suite à la reconstruction du Théâtre en Rond.

Enfin, le Maire passe la parole à Assunta ROSIN-BEDIN pour le premier point à l'ordre du jour de la séance.

1 - DGS – CITOYENNETÉ RECENSEMENT DE POPULATION POUR L'ANNÉE 2019
--

Assunta ROSIN-BEDIN,

VU l'article L. 2122-21 10° du Code Général des Collectivités Territoriales permettant au conseil municipal de charger le maire de procéder aux opérations de recensement,

VU la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière statistique,

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée sur l'informatique, les fichiers et les libertés,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, et notamment son titre V, articles 156 à 158,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

VU le décret en Conseil d'Etat n° 2003-485 du 5 juin 2003 modifié définissant les modalités d'application du titre V de la loi n° 2002-276,

VU le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 modifié portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population,

VU l'arrêté ministériel du 19 juillet 2000, modifié par l'arrêté ministériel du 9 octobre 2002 et notamment son article 1^{er},

VU l'arrêté du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n° 2003-485,

CONSIDERANT que le recensement reste sous la responsabilité de l'Etat, bien que le Maire soit le responsable de l'enquête dans sa commune, le Conseil Municipal doit charger le Maire de la préparation et de la réalisation de l'enquête. La réalisation des enquêtes repose sur un partenariat entre la commune et l'INSEE. La commune prépare et réalise l'enquête. Elle reçoit, à ce titre, une dotation forfaitaire. L'INSEE contrôle la collecte des informations.

CONSIDERANT qu'il convient de désigner un coordonnateur d'enquête chargé de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement pour l'année 2019,

CONSIDERANT qu'il convient de désigner un correspondant du répertoire d'immeubles localisés pour l'année 2019,

CONSIDERANT que les agents recenseurs ont en charge la remise et la collecte des questionnaires aux habitants. Ils sont titulaires d'une carte officielle d'agent recenseur. Ils doivent tenir pour strictement confidentiel les renseignements individuels collectés,

PRECISE que la dotation de l'INSEE pour l'année 2019 est fixée à 2 162 euros,

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE CHARGER Monsieur le Maire de mettre en œuvre pour l'année 2019 la préparation et la réalisation du recensement de la population,

D'INSCRIRE au budget principal 2019 de la Ville en recette, le montant de la dotation forfaitaire allouée par l'INSEE, soit 2 162 euros, au chapitre 74,

DE CHARGER le maire de nommer par arrêté municipal un coordonnateur d'enquête pour le recensement 2019 parmi les fonctionnaires municipaux,

DE CHARGER le maire de nommer par arrêté municipal un correspondant du répertoire d'immeubles localisés pour l'année 2019 parmi les fonctionnaires municipaux,

DE CHARGER le maire de recruter, par arrêté municipal pour les agents de droit public, ou par contrat de travail pour les personnes relevant du droit privé, les agents recenseurs nécessaires et prendre tous les actes administratifs nécessaires à ces emplois,

DE FIXER la rémunération brute des agents recenseurs comme suit pour l'année 2019 :

- Par feuille de logement rapportée : 1,65 €
- Par bulletin individuel rapporté : 1,95 €

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés,

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

2 - DGS - AFFAIRES JURIDIQUES - RAPPORT ANNUEL 2017 DE CRÈCHE ATTITUDE SASSENAGE SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC PAR VOIE DE CONCESSION POUR L'AMÉNAGEMENT, L'ENTRETIEN, L'EXPLOITATION ET LA GESTION D'UNE CRÈCHE MIXTE VILLE-ENTREPRISE

Christian COIGNÉ,

VU, ensemble, les articles L. 1411-3 et L. 1411-13 et L. 1413-1 du code général des collectivités territoriales ;

VU les articles 34.4 alinéa 2 et 38 du contrat de délégation de service public de Crèche Attitude Sassenage ;

VU le rapport annuel du délégataire (Crèche Attitude Sassenage– groupe SODEXO) pour l'année 2017 ;

VU la présentation de ce rapport qui a été faite le lundi 26 novembre 2018 en réunion de la commission consultative des services publics locaux de Sassenage ;

VU la note de synthèse adressée aux membres du conseil municipal avec leur convocation, présentant le rapport d'activités et le rapport financier 2017 de Crèche Attitude Sassenage ;

RAPPELLE que par délibération en date du 28 octobre 2010, la Commune de Sassenage a confié à Crèche Attitude la délégation de service public par voie de concession pour l'aménagement, l'entretien, l'exploitation et la gestion d'une crèche mixte ville-entreprise ;

RAPPELLE que dans le cadre de ses obligations contractuelles, le délégataire doit fournir à l'autorité délégante un rapport annuel comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à la délégation de service public et une analyse de la qualité du service, ainsi qu'une explication de l'évolution des tous les postes de recettes et de dépenses par rapport à l'année précédente ;

RAPPELLE que ce rapport doit être mis à l'ordre du jour du Conseil Municipal afin qu'il en prenne acte ;

EXPOSE une note de synthèse du rapport d'activités et du rapport financier 2017 de la délégation de service public par voie de concession confiée à Crèche Attitude Sassenage ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel du délégataire de service public par voie de concession pour l'aménagement, l'entretien, l'exploitation et la gestion d'une crèche mixte ville-entreprise pour l'exercice budgétaire 2017 ;

DE PRECISER QUE ce rapport est disponible pour le public au secrétariat des élus, au 3^{ème} étage de l'Hôtel de Ville, Place de la Libération, à Sassenage, conformément à l'article L. 1411-13 du code général des collectivités territoriales.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés,

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

3 - DGS - AFFAIRES JURIDIQUES – RAPPORT ANNUEL DE LA MÉTROPOLE SUR LA QUALITÉ ET LE PRIX DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE POUR L'ANNÉE 2017
--

Christian COIGNÉ,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2224-5 et suivants, et D. 2224-1 à 5 concernant le service public industriel et commercial de l'eau potable;

VU le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 qui fait obligation au Maire de présenter au conseil municipal un rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de l'eau potable;

VU le décret n°2007-675 du 2 mai 2007 pris pour l'application de l'article L. 2224-5 et modifiant les annexes V et VI du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 161 de la Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement modifiant l'article L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales ;

VU le rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de l'eau potable pour l'année 2017 établi par la Métropole qui assure la compétence eau potable depuis le 1^{er} Janvier 2015 ;

VU l'examen de ce rapport par la commission consultative des services publics locaux de Sassenage réunie le 26 novembre 2018 ;

RAPPELLE que par délibérations en date du 16 décembre 2013, la ville de Sassenage a confié à la S.P.L. Eau de Grenoble, créée le 1^{er} janvier 2014, pour une durée de 30 ans, la gestion du service public de l'eau potable couvrant la fourniture et la distribution ainsi que l'exploitation des installations de production et d'adduction ;

RAPPELLE que la Métropole créée en application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, la compétence eau potable depuis le 1^{er} janvier 2015 ;

RAPPELLE que dans ce cadre, la Métropole est tenue de présenter un rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de l'eau potable comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à la gestion du dit service public et une analyse de la qualité du service ;

PRECISE qu'une synthèse de ce rapport est présentée au Conseil Municipal de Sassenage le 13 décembre 2018 en vue d'éventuelles remarques ;

INDIQUE que ledit rapport annuel de la métropole est disponible auprès du secrétariat des élus.

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel métropolitain sur la qualité et le prix du service public de l'eau potable pour l'exercice 2017,

DIT que, conformément à l'article D. 2224-5 du code général des collectivités territoriales, ce rapport annuel sera mis à la disposition du public en Mairie dans les quinze jours qui suivent sa présentation devant le Conseil Municipal, le public en étant avisé par voie d'affichage.

Ce document est consultable soit en mairie de Sassenage, auprès du secrétariat des élus, soit à la direction de l'aménagement et de l'environnement, aux heures d'ouvertures au public.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

Christian COIGNÉ,

VU le code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) et notamment les articles L. 2224-5 et suivants, et D. 2224-1 à 5 concernant notamment le service public industriel et commercial de l'assainissement

VU le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 qui fait obligation au Maire de présenter au conseil municipal un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement (R.P.Q.S.),

VU le rapport annuel établi par les services de Grenoble Alpes Métropole, qui assure la compétence Assainissement depuis le 1^{er} Janvier 2000,

VU la délibération du conseil métropolitain de Grenoble-Alpes Métropole en date du 28 septembre 2018 examinant le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2017 ;

VU l'avis de la commission consultative des services publics locaux de Sassenage en date du 26 novembre 2018,

PRECISE que, conformément à l'article D. 2224-5 du code général des collectivités territoriales, ce rapport annuel doit être mis à la disposition du public en Mairie, dans les quinze jours qui suivent sa présentation devant le Conseil Municipal, le public en étant avisé par voie d'affichage.

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel métropolitain sur la qualité et le prix du service public de l'assainissement pour l'exercice 2017.

Ce document est consultable soit en mairie de Sassenage, auprès du secrétariat des élus, soit à la direction de l'aménagement et de l'environnement, aux heures d'ouvertures au public.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel métropolitain sur la qualité et le prix du service public de l'assainissement pour l'exercice 2017.

Ce document est consultable soit en mairie de Sassenage, auprès du secrétariat des élus, soit à la direction de l'aménagement et de l'environnement, aux heures d'ouvertures au public.

Christian COIGNÉ,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2224-5 et suivants, et D. 2224-1 à 5 concernant le service public de collecte, de traitement, et de valorisation des déchets urbains ;

VU le décret n°2007-675 du 2 mai 2007 pris pour l'application de l'article L. 2224-5 et modifiant les annexes V et VI du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 161 de la Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement modifiant l'article L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du conseil métropolitain de Grenoble-Alpes Métropole en date du 28 septembre 2018 examinant le rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de collecte, de traitement et de valorisation des déchets urbains pour l'année 2017 ;

VU l'examen de ce rapport par la commission consultative des services publics locaux de Sassenage réunie le 26 novembre 2018 ;

RAPPELLE que la Métropole créée en application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, la compétence de collecte, de traitement et de valorisation des déchets urbains ;

RAPPELLE que dans ce cadre, la Métropole est tenue de présenter un rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de collecte, de traitement et de valorisation des déchets urbains comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à la gestion du dit service public et une analyse de la qualité du service ;

PRECISE qu'une synthèse de ce rapport est présentée au Conseil Municipal de Sassenage le 13 décembre 2018 en vue d'éventuelles remarques ;

INDIQUE que ledit rapport annuel de la Métropole est disponible auprès du secrétariat des élus.

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel métropolitain sur la qualité et le prix du service public de collecte, de traitement et de valorisation des déchets urbains pour l'exercice 2017,

DIT que, conformément à l'article D. 2224-5 du code général des collectivités territoriales, ce rapport annuel sera mis à la disposition du public en Mairie dans les quinze jours qui suivent sa présentation devant le Conseil Municipal, le public en étant avisé par voie d'affichage.

Ce document est consultable soit en mairie de Sassenage, auprès du secrétariat des élus, soit à la direction de l'aménagement et de l'environnement, aux heures d'ouvertures au public.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**6 - DGS – ADMINISTRATION GÉNÉRALE – AVIS RELATIF AU TRANSFERT DE
COMPÉTENCE À GRENOBLE-ALPES MÉTROPOLIS EN MATIÈRE D'INSERTION ET
D'EMPLOI**

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L. 5211-17 et L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble-Alpes Métropole » ;

APRES AVOIR EXPOSE les éléments de situation et d'enjeux suivants :

Aujourd'hui, la compétence « *emploi et insertion* » est partagée entre la Métropole et les communes.

Pour les communes de la rive gauche du Drac, elle est déléguée au SIRD, (syndicat intercommunal de la rive gauche du Drac).

Le SIRD finance, en partie, la maison pour l'emploi (la MIPE) et la Mission Locale qui intervient également sur le plateau du Vercors et sur plusieurs communes de la rive droite de l'Isère.

L'emploi est une des préoccupations principales de nos habitants. Les communes étant en **proximité**, elles disposent d'un bon réseau d'acteurs de l'emploi, efficace et compétent, avec notamment la Maison pour l'emploi, la Mission locale, le pôle emploi.

Transférer la compétence « *emploi-insertion* » à la Métropole ne garantit pas une plus-value sensible par rapport à ce qui existe actuellement. Il ne faudrait pas que nos habitants pâtissent d'une dégradation du service qui résulterait d'un éloignement de la prise de décision.

De plus, comme beaucoup d'élus municipaux de l'agglomération, nous souhaitons que les compétences déjà transférées soient réellement stabilisées et totalement opérationnelles, avant d'engager de nouveaux transferts, non obligatoires.

Ce transfert spécifique poserait, par ailleurs, une **difficulté financière et fiscale** complexe. Le SIRD est un syndicat fiscalisé dont les recettes permettent de financer les compétences dont il est doté. En cas de transfert de la compétence « *emploi et insertion* », ce sont les communes qui assumeront le poids financier par une diminution de l'attribution de compensation (AC) qui leur est versée par la Métropole. Pour Sassenage, la charge serait de **93 782 €** en 2019 et de **93 015 €** en 2020.

L'effort est d'importance et très difficile à absorber par les finances communales sauf à diminuer la pression fiscale du SIRD et augmenter celle de la commune.

C'est pourquoi, avec les autres villes membres du SIRD, nous avons sollicité un report de ce transfert, le temps d'adapter les compétences du SIRD à cette transformation. Nous n'avons pas été entendus.

D'autre part, l'équité du transfert de la compétence « *emploi et insertion* » n'est pas absolue puisque les impacts financiers pour les communes sont différents suivant le nombre d'habitants et l'effort déjà fourni. Un écrêtement est prévu pour les communes les plus engagées, mais qui donne des résultats très divers.

Yannick BELLE fait une remarque à laquelle répond le Maire.

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE SE PRONONCER CONTRE le transfert de la compétence Emploi-insertion à Grenoble-Alpes Métropole à compter du 1er janvier 2019.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

DE SE PRONONCER CONTRE le transfert de la compétence Emploi-insertion à Grenoble-Alpes Métropole à compter du 1er janvier 2019.

7 - DGS – AFFAIRES JURIDIQUES - APPROBATION DE LA CONVENTION ENTRE LA COMMUNE DE SASSENAGE ET GRENOBLE-ALPES MÉTROPOLÉ POUR LE RACCORDEMENT DE MATÉRIEL DE VIDÉOPROTECTION SUR UN MÂT DE SIGNALISATION LUMINEUSE

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU les articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée «Grenoble-Alpes Métropole» ;

VU la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU l'article 17 de la loi n°2011-267 du 14 mars 2011 relative à la vidéoprotection ;

VU l'article 72 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 ;

CONSIDERANT le projet de convention pour le raccordement de matériel de vidéoprotection sur un mât de signalisation lumineuse tricolore entre la commune de Sassenage et Grenoble-Alpes Métropole ayant pour objet principal de fixer les modalités techniques et financières relatives à la pose et l'installation d'une caméra de vidéo protection sur un mât d'éclairage ;

CONSIDERANT qu'à la suite de travaux entrepris par la métropole et la commune de Sassenage sur la RD 1032, la commune avait retiré un système de vidéoprotection installé sur un mât de signalisation lumineuse ;

CONSIDERANT qu'afin de remettre en place ce système de vidéoprotection, la commune a sollicité la Métropole en vue d'utiliser une partie du réseau de signalisation lumineuse tricolore comme support, sur lequel sera rajoutée une rehausse ;

ETANT PRECISE que, depuis le 1^{er} janvier 2015, la compétence « voirie » a été transférée à la Métropole, avec pour effet le transfert patrimonial du mobilier de signalisation lumineuse tricolore à Grenoble-Alpes Métropole ;

Après examen de la convention, et après en avoir délibéré, PROPOSE au Conseil municipal :

D'APPROUVER la convention pour le raccordement de matériel de vidéoprotection sur un mât de signalisation lumineuse tricolore entre la commune de Sassenage et Grenoble-Alpes Métropole, ci-annexée,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer ladite convention

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

8 - DGS – RESSOURCES HUMAINES – RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA COLLECTIVITÉ

Jérôme MERLE,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 83-634 du 13 Juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territorial ;

VU la loi n°83- 634 du 12 juillet 1984 relative à la formation des fonctionnaires,

VU l'avis favorable du Comité Technique en date du 5 décembre 2018 ;

CONSIDERANT qu'il convient d'élargir le champ d'application du règlement intérieur actuel en place depuis le 1^{er} janvier 2011 et applicable à l'ensemble des agents communaux ;

CONSIDERANT que le projet de règlement intérieur a pour ambition, sur la base des dispositions encadrant l'activité du personnel communal, de faciliter l'application des prescriptions édictées par le statut de la Fonction Publique Territoriale, notamment en matière d'organisation du temps de travail, de gestion des congés et autorisations d'absence, mais également d'application de mesures en matière d'hygiène, de sécurité et d'aménagement des conditions de travail au sein de la collectivité ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER le règlement intérieur joint à la présente délibération,

DE COMMUNIQUER ce règlement à tout agent employé à la Ville de Sassenage,

DE DONNER tout pouvoir à Monsieur le Maire pour réaliser les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Michel BARRIONUEVO demande qu'il soit tenu compte de deux modifications du projet de règlement intérieur adoptées par le Comité Technique le 5 décembre 2018, qui ne figuraient pas dans le document transmis aux membres du Conseil Municipal. Jérôme MERLE répond que cela sera rectifié.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

<p style="text-align: center;">9 - DGS – RESSOURCES HUMAINES – INDEMNITÉ DE CONSEIL ALLOUÉE À LA COMPTABLE DU TRÉSOR PUBLIC</p>
--

Jeannine ANTOINE,

VU l'article 97 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat ;

VU l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires ;

VU l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE DEMANDER le concours du Receveur municipal pour assurer des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983,

D'ACCORDER l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an, à compter de la prise de poste du nouveau receveur,

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage, chaque année, les crédits nécessaires, chapitre 011/6225,

DE DIRE que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à Mme Véronique BIZZOTTO, Receveur principal.

Cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée au Receveur principal.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

10 - DGS – FINANCES – APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (CLECT) DU 2 OCTOBRE 2018
--

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, et notamment son IV relatif à l'approbation de l'évaluation des transferts de charges ;

VU le décret n° 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble Alpes Métropole » par transformation de la communauté d'agglomération de Grenoble ;

VU le rapport de la CLECT du 2 octobre 2018

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, les transferts de compétences donnent lieu à une évaluation des charges transférées.

La Commission Locale d'Évaluation des Charges transférées (CLECT) est chargée de réaliser cette évaluation

La neutralité financière des transferts de compétences est assurée par une diminution des attributions de compensation (AC), à due concurrence des dépenses nettes liées aux compétences transférées.

Le rapport de la CLECT du 2 octobre 2018 procède à l'évaluation des charges suivantes:

- les corrections pour les chemins ruraux évalués par la CLECT dans son rapport du 2 mai 2017 et du 15 novembre 2017 lorsque les communes ont fait part de modifications des linéaires transférés
- les corrections des charges de voirie lorsque les communes ont fait part de modifications par le biais des procès-verbaux définitifs recensant les éléments physiques de voirie transférés
- les corrections pour les arbres d'alignement suite à l'inventaire contradictoire réalisé par la Métropole
- le service topographie de la ville de Grenoble au titre des compétences transférées en 2015, notamment les données réseaux et sol.
- la régie de distribution et fourniture d'électricité de la commune de Séchilienne
- la gestion des milieux aquatiques et la protection des inondations (GEMAPI) pour les ouvrages gérés en direct par les communes (uniquement les charges de fonctionnement)

La CLECT ayant rendu ses conclusions le 2 octobre 2018 sur ces différents sujets, il est demandé à chaque conseil municipal des communes-membres de se prononcer sur le rapport de la CLECT et les montants des charges nettes transférées évaluées.

Les charges nettes transférées ne deviendront définitives que lorsque le rapport aura été approuvé par la majorité qualifiée des Conseils Municipaux des communes-membres.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le rapport de la CLECT du 2 octobre 2018,

D'APPROUVER l'ajustement de la charge transférée au titre des chemins ruraux calculée par la CLECT dans son rapport du 2 octobre 2018 et dont le montant s'élève à 5 357 € pour la commune de Sassenage,

D'APPROUVER la correction de la charge nette des éléments physiques de voirie transférés calculée par la CLECT dans son rapport du 2 octobre 2018 et dont le montant s'élève à 572 949 € pour la commune de Sassenage,

D'APPROUVER la correction de la charge nette des arbres d'alignement calculée par la CLECT dans son rapport du 2 octobre 2018 et dont le montant s'élève à 15 840 € pour la commune de Sassenage,

D'AUTORISER M. le Maire à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'application de la présente délibération et, notamment à signer toute pièce en la matière.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

Jérôme MERLE,

VU l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, et notamment son IV relatif à l'approbation de l'évaluation des transferts de charges ;

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dite loi MAPTAM ;

VU le décret n° 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble Alpes Métropole » par transformation de la communauté d'agglomération de Grenoble ;

VU le rapport de la CLECT du 15 novembre 2018 ;

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, les transferts de compétences donnent lieu à une évaluation des charges transférées.

La Commission Locale d'Évaluation des Charges transférées (CLECT) est chargée de réaliser cette évaluation

La neutralité financière des transferts de compétences est assurée par une diminution des attributions de compensation (AC), à due concurrence des dépenses nettes liées aux compétences transférées.

Le rapport de la CLECT du 15 novembre 2018 procède à l'évaluation des charges suivantes:

- les corrections pour les chemins ruraux lorsque les communes ont formulé des demandes de modifications des linéaires transférés ;
- les corrections des charges de voirie lorsque les communes ont fait part de modifications par le biais des procès-verbaux recensant les éléments physiques de voirie transférés ;
- les corrections pour les arbres d'alignement suite à l'inventaire contradictoire réalisé par la Métropole ;
- les contrôles d'accès et les bornes électriques de voirie ;
- les locaux commerciaux de la ZA Peupliers Nord sur la commune de Grenoble ;
- la gestion des milieux aquatiques et la protection des inondations (GEMAPI) pour les ouvrages gérés en direct par les communes.

La CLECT ayant rendu ses conclusions le 15 novembre 2018 sur ces différents sujets, il est demandé à chaque conseil municipal des communes-membres de se prononcer sur le rapport de la CLECT et les montants des charges nettes transférées évaluées.

L'évaluation des charges GEMAPI pour les ouvrages gérés en direct par la commune de Sassenage est en cours et sera présenté dans un prochain rapport.

Le conseil métropolitain procèdera à l'ajustement des AC lorsque le rapport de la CLECT aura été approuvé par la majorité qualifiée des Conseils Municipaux des communes-membres.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le rapport de la CLECT du 15 novembre 2018,

D'AUTORISER M. le Maire à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'application de la présente délibération et, notamment à signer toute pièce en la matière.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

12 - DGS - SERVICE FINANCES – RECETTES EXCEPTIONNELLES

M'Hamed BENHAROUGA,

VU l'arrêté du 18 décembre 2017 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M.14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif;

VU les articles L. 2331-1 à 10 du code général des collectivités territoriales définissant les différentes catégories de recettes qui peuvent être perçues par les communes;

VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et son décret d'application n°2016-360 (marchés publics) ;

CONSIDERANT que, les retenues de garantie appliquées à la société HARTMAT dans le cadre du marché de reconstruction du théâtre en rond (lot n° 7 : Cloisons - Faux plafonds) n'ont jamais été libérées et apparaissent toujours sur le compte 40471

CONSIDERANT que, la société HARTMAT a été placée en liquidation judiciaire et la clôture définitive pour insuffisance d'actif a été prononcée le 27 février 2014

CONSIDERANT que cette clôture définitive ne permet pas de rembourser ces retenues de garantie appliquée tout au long du marché

CONSIDERANT qu'une écriture, liée à l'application d'une retenue de garantie à la société AVENIR BOIS, en date du 26/12/2006 est toujours en cours sur le compte 40471 et qu'en tout état de cause, cette opération est atteinte de la prescription quadriennale

CONSIDERANT qu'une écriture, liée à l'application de pénalités provisoires, en date du 31 décembre 2012 est toujours en cours sur le compte 40473 et qu'en tout état de cause, cette opération est atteinte de la prescription quadriennale

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER l'émission des titres de recettes exceptionnelles correspondant, à savoir :

- 4 596,68 € pour les retenues de garantie appliquées à la société HARTMAT du compte 40471
- 37,08 € pour la retenue de garantie appliquées à la société AVENIR BOIS du compte 40471
- 134,00 € pour l'écriture liée aux pénalités provisoires du compte 40473

Les recettes seront inscrites au budget 2019 sur le compte budgétaire suivant : gestionnaire FIN / chapitre 77 / compte 7718 - autres produits exceptionnels sur opérations de gestion / fonction 520

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

<p>13 - DGS – FINANCES – TRAVAUX D'INVESTISSEMENT EN RÉGIE – TAUX DE RÉMUNÉRATION 2018 DES AGENTS MUNICIPAUX</p>

Jeannine ANTOINE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

VU l'instruction CP91-2 M11 du 9 janvier 1991 ;

VU la délibération en date du 13 septembre 2007 relative à la rémunération appliquée aux personnels municipaux effectuant des travaux d'investissement en régie;

CONSIDÉRANT que la ville de Sassenage réalise une partie des travaux de réfection, construction, mise aux normes des bâtiments en recourant à la technique des travaux en régie ;

CONSIDÉRANT que des personnels techniques et administratifs de catégorie A et C sont sollicités tant pour l'organisation que pour la réalisation et le suivi de ces travaux ;

CONSIDÉRANT que le coût de la main d'œuvre employée pour réaliser les travaux en régie fait partie intégrante du coût des travaux en régie ;

CONSIDÉRANT les informations individuelles transmises par le service ressources humaines, et qui ont servi de base de calculs pour les rémunérations 2018 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE DÉFINIR le taux horaire de rémunération des personnels affectés aux travaux en régie (salaire brut + charges patronales), en prenant pour base la moyenne des salaires mensuels perçus par les personnes concernées en 2018 selon la formule suivante : $[(\text{Salaire brut} + \text{charges patronales de chaque personne de la catégorie concernée} / \text{nombre de personnes concernées}) \times 13 \text{ mois}] / 1607 \text{ heures travaillées} = \text{taux horaires de rémunération en euros}$.

Ce qui donne, en € par heure travaillée :

- Personnels techniques de catégorie **C** (8 personnes) : **23,81 €/** heure par personne
- Personnels techniques de catégorie **A** (1 personne) : **54.58 €/** heure par personne
- Personnels administratifs de catégorie **C** (3 personnes) : **21.04 €/** heure par personne
- Personnels administratifs de catégorie **A** (1 personne) : **44.13 €/** heure par personne

DE DIRE, que la valeur de la main d'œuvre incorporée aux travaux d'investissements réalisés en régie, ainsi calculée, sera déterminée en fonction du nombre d'heures de travail consacrées par chaque personne aux investissements réalisés en régie ;

DE DIRE, qu'en fin d'exercice, le montant calculé des frais afférents aux agents affectés au suivi et à la réalisation de ces travaux en régie sera porté au débit du chapitre 21 par le crédit du compte 722, par opération d'ordre budgétaire.

DE PRENDRE ACTE que le montant des charges ainsi transférées fera l'objet d'un état spécial conformément à l'instruction budgétaire M14.

D'APPROUVER les taux ainsi définis.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DÉCIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

14 - DGS - FINANCES – REPRISE DE PROVISIONS
--

Jérôme MERLE,

VU les articles L.2121-2 et R2321-3 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'instruction comptable M14,

CONSIDERANT le contentieux entre la commune de Sassenage et la banque DEXIA/CAFIL qui a conduit la commune à procéder à des provisions budgétaires depuis l'exercice 2011, pour le paiement des intérêts des prêts MPH267549EUR et MPH273153EUR, à hauteur de 5 873 403 €.

CONSIDERANT l'arrêt de la Cour d'appel de Versailles du 4 octobre 2018, dans le cadre du contentieux opposant la commune de Sassenage à la banque DEXIA/CAFIL,

PROPOSE au Conseil municipal :

- **DE REPRENDRE** la provision pour risque à hauteur de 5 873 403 €, afin d'appliquer l'arrêt de la Cour d'appel de Versailles du 4 octobre 2018, dans le cadre du contentieux opposant la commune de Sassenage à la banque DEXIA/CAFIL,
- **DE DIRE** que cette reprise de provisions se traduira par une décision modificative n°3 du budget 2018.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

15 - DGS - FINANCES – DÉCISION MODIFICATIVE N°3 DE 2018 – BUDGET PRINCIPAL

Jérôme MERLE,

VU les articles L.1612-4 et L.1612-6 du Code général des collectivités territoriales qui précisent les conditions à respecter pour voter un budget en équilibre réel ;

CONSIDERANT l'exposé de la décision modificative effectué par le rapporteur à la séance du conseil municipal du 13 décembre 2018;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER la décision modificative n°2018-03 ci-dessous, pour le budget principal :

DECISION MODIFICATIVE N°3 - BUDGET PRINCIPAL 2018			
FONCTIONNEMENT			
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES	OBJET
FIN/023/ONV/01 - CHAP 01 - Virement à la section d'investissement	680 000 €	0 €	
TOTAL CHAPITRE 23	680 000 €	0 €	
FIN/6865/ONV/01 CHAP 042 - Dotation aux provisions pour risques et charges financiers	-901 597 €	0 €	Provision 2018 non réalisée; transférée au 66111

FIN/722/ONV/01 CHAP 042 - Immobilisations corporelles	0 €	680 000 €	Travaux en régie
FIN/7875/ONV/01 CHAP 042 - Reprises sur provisions pour risques et charges exceptionnels	0 €	5 873 403 €	Provision cumulée: intérêts 2011 à 2017 non payés et pénalité
TOTAL CHAPITRE 042	-901 597 €	6 553 403 €	
FIN/66111/ONV/01 - CHAP 66 - Intérêts réglés à l'échéance	5 955 000 €	0 €	Intérêts 2011 à 2018
TOTAL CHAPITRE 66	5 955 000 €	0 €	
FIN/678/ONV/01 - CHAP 67 - Autres charges exceptionnelles	820 000 €	0 €	Intérêts de retard 2011 à 2018
TOTAL CHAPITRE 67	820 000 €	0 €	
TOTAL FONCTIONNEMENT	6 553 403 €	6 553 403 €	
INVESTISSEMENT			
DÉSIGNATIONS	DÉPENSES	RECETTES	OBJET
FIN/021/ONV/01 - CHAP 01 - Virement à la section de fonctionnement	0 €	680 000 €	
TOTAL CHAPITRE 21	0 €	680 000 €	
FIN/15112/ONV/01 CHAP 040 - Provisions pour litiges	5 873 403 €	0 €	Provision cumulée: intérêts 2011 à 2017 non payés et pénalités
FIN/15172/ONV/01 CHAP 040 - Provisions	0 €	-901 597 €	Provision 2018 (non réalisée)
TRI/21311/MAIRIPAT/020 CHAP 040 - Hôtel de ville	20 000 €	0 €	Travaux en régie
TRI/21312/ECOLE/213 CHAP 040 - Bâtiments scolaires	110 000 €	0 €	
TRI/21312/MATHAM/211 CHAP 040 - Bâtiments scolaires	600 €	0 €	
TRI/21312/MATPI/211 CHAP 040 - Bâtiments scolaires	25 000 €	0 €	
TRI/21312/PRIPI/211 CHAP 040 - Bâtiments scolaires	15 000 €	0 €	
TRI/21312/MATRIV/211 CHAP 040 - Bâtiments scolaires	200 €	0 €	
TRI/21312/PRIRIV/211 CHAP 040 - Bâtiments scolaires	20 000 €	0 €	
TRI/21312/MATVER/211 CHAP 040 - Bâtiments scolaires	200 €	0 €	
TRI/21312/PRIVER/211 CHAP 040 - Bâtiments scolaires	5 000 €	0 €	
TRI/21318/BADMI/020 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	125 000 €	0 €	

TRI/21318/CCAS/520 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	15 000 €	0 €	
TRI/21318/CTM/020 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	30 000 €	0 €	
TRI/21318/CUVES/833 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	20 000 €	0 €	
TRI/21318/GENDA/022 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	20 000 €	0 €	
TRI/21318/GYMPI/411 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	50 000 €	0 €	
TRI/21318/HALLE/411 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	15 000 €	0 €	
TRI/21318/LOGEM/71 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	3 000 €	0 €	
TRI/21318/MDC/025 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	25 000 €	0 €	
TRI/21318/MEDIA/321 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	18 000 €	0 €	
TRI/21318/MELCH/412 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	35 000 €	0 €	
TRI/21318/MULTIACC/64 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	5 000 €	0 €	
TRI/21318/MUSIQ/311 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	30 000 €	0 €	
TRI/21318/PISC/413 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	31 000 €	0 €	
TRI/21318/PYRA/64 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	2 000 €	0 €	
TRI/21318/STEX/312 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	40 000 €	0 €	
TRI/21318/ENGEN/025 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	5 000 €	0 €	
TRI/21318/THER/313 CHAP 040 - Autres bâtiments publics	15 000 €	0 €	
TOTAL CHAPITRE 040	6 553 403 €	-901 597 €	
FIN/2135/ONV/01 CHAP 21 - Installations générales, agencements, aménagement des constructions	-6 775 000 €	0 €	Provision cumulée: intérêts 2011 à 2018 non payés et pénalités
TOTAL CHAPITRE 21	-6 775 000 €	0 €	
TOTAL INVESTISSEMENT	-221 597 €	-221 597 €	
TOTAL GENERAL	6 331 806 €	6 331 806 €	

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DÉCIDE,

D'ADOPTER la décision modificative n°2018-03 ci-dessus, pour le budget principal.

16 - DGS - FINANCES - AVANCE SUR VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2019 AU CCAS

Jeannine ANTOINE,

VU l'article L.2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

CONSIDERANT le besoin du CCAS en matière de subvention de fonctionnement jusqu'à l'adoption du budget primitif 2019 de la commune ;

CONSIDERANT la nécessité de procéder à une avance sur subvention de fonctionnement auprès du CCAS, afin de lui permettre de pérenniser ses actions dans l'attente du vote du budget primitif 2019 de la commune ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER le versement d'une avance sur subvention de fonctionnement pour 2019 à compter de janvier 2019 d'un montant de 100 000 €, dans l'attente du vote du budget 2019.

La dépense sera inscrite au budget 2019 sur le compte budgétaire suivant : gestionnaire ADMG/chapitre 65/ compte 657362/fonction 520/destination CCAS

Le Maire, Christian COIGNÉ, a choisi de ne pas prendre part à ce vote afin d'éviter toute situation de conflit d'intérêt entre son mandat de Maire et celui de Président du CCAS de Sassenage.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ moins une voix des membres présents et représentés,

DÉCIDE,

D'AUTORISER le versement d'une avance sur subvention de fonctionnement pour 2019 à compter de janvier 2019 d'un montant de 100 000 €, dans l'attente du vote du budget 2019.

La dépense sera inscrite au budget 2019 sur le compte budgétaire suivant : gestionnaire ADMG/chapitre 65/ compte 657362/fonction 520/destination CCAS

17 - DGS - SERVICE FINANCES OUVERTURE DU QUART DES CRÉDITS EN INVESTISSEMENT

M'Hamed BENHAROUGA,

VU l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et la loi n°82-213 du 2 mars 1982 (article 7) complétée par la loi n°88-13 du 5 janvier 1988;

VU le budget principal 2018 de la Ville de Sassenage ;

CONSIDERANT que, du 1^{er} janvier 2019 et jusqu'à l'adoption du budget primitif principal 2019, l'exécutif de la Commune peut engager, mandater et liquider les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, après délibération du Conseil Municipal;

CONSIDERANT que cette mesure d'ouverture des crédits permet d'entreprendre les investissements dès le début de l'exercice 2019;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER l'ouverture du quart des crédits en investissement pour l'année 2019, jusqu'au vote du budget 2019, dans la limite des crédits précisés ci-dessous :

OPERATION	CHAPITRE	LIBELLE	CREDITS OUVERTS
Non individualisée	Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	10 000 €
Non individualisée	Chapitre 204	Subventions d'équipement versées	40 000 €
Non individualisée	Chapitre 21	Immobilisations corporelles	150 000 €
Non individualisée	Chapitre 23	Immobilisations en cours	30 000 €
118	Chapitre 23	Immobilisations en cours	30 000 €

Précise que les crédits correspondants seront repris au budget primitif 2019.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

18 - DEAS – SCOLAIRE - PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT POUR LES ANNÉES 2016 ET 2017 DU CENTRE MÉDICO - SCOLAIRE DONT LE SIÈGE EST À ECHIROLLES
--

Gaëlle BUREL,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L. 541-3 du code de l'éducation ;

VU l'ordonnance n°45-2407 du 18 octobre 1945 ;

VU le décret d'application n°46-2698 du 26 novembre 1946 ;

VU la fusion des centres médico-scolaires de FONTAINE, ECHIROLLES et SAINT MARTIN D'HERES regroupés en un seul centre Sud agglomération situé à l'école élémentaire Auguste Delaune à Echirolles ;

VU la délibération du Conseil Municipal d'Echirolles n°20180924-6 du 24 septembre 2018, et les états récapitulatifs de frais qui y sont annexés ;

CONSIDERANT les deux nouvelles conventions entre la commune de Sassenage et la commune d'Echirolles pour les années scolaires 2016/2017 et 2017/2018, qui ont pour objet de prévoir la participation de la commune de Sassenage aux frais de fonctionnement du centre médico-scolaire pour 2016 et 2017.

La participation sera réglée sur l'exercice budgétaire 2018 au vu des états récapitulatifs détaillés annexés à la délibération du Conseil Municipal d'Echirolles n°20180924-6 du 24 septembre 2018,

INDIQUE que le montant de la participation de la commune de Sassenage varie en fonction des effectifs transmis par la DSDEN et des variations des coûts, qui sont :

- 2016 : effectif de 1154 enfants et coût de 0,94 € par enfant
- 2017 : effectif de 1124 enfants et coût de 0,95 € par enfant ;

DEMANDE une participation financière aux frais de fonctionnement d'un montant de 1084,76 euros pour l'année 2016 et de 1067,8 euros pour l'année 2017 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les termes des deux nouvelles conventions entre la commune de Sassenage et la commune d'Echirolles, dont les projets accompagnés des états récapitulatifs de participation dues par les communes utilisatrices du centre médico-scolaire d'Echirolles sont joints à la présente délibération ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer ces conventions puis à verser à la commune d'Echirolles la somme de 1084,76 euros pour l'année 2016 et de 1067,8 euros pour l'année 2017.

Imputation budgétaire : compte 62874 – remboursement caisse des écoles

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**19 - DEAS - SERVICE SCOLAIRE - CONVENTION SUR LA PARTICIPATION DE LA
COMMUNE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ULIS (UNITÉS LOCALISÉES
POUR L'INCLUSION SCOLAIRE) D'ECHIROLLES**

Assunta ROSIN-BEDIN,

VU les articles L.112-1 à 4, et l'article L.351-1, du code de l'éducation ;

VU les articles D.112-1 à 3 et les articles D.351-3 à 32 du code de l'éducation ;

VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU la circulaire NOR : MENE1504950C n° 2015-129 du 21 août 2015 « Unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS), dispositifs pour la scolarisation des élèves en situation de handicap dans le premier et le second degré » ;

CONSIDERANT que la Ville d'Echirolles sollicite auprès des communes une participation financière pour 1 enfant domicilié hors Echirolles qu'elle accueille dans les ULIS ;

CONSIDERANT qu'au titre de l'année scolaire 2017-2018, un enfant sassenageois était scolarisé à l'école sur Echirolles ;

INDIQUE que le montant de la participation de la Ville de Sassenage pour un enfant s'élève à 937.76€ ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les termes de la convention,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention et à verser à la commune d'Echirolles la somme de 937,76 euros correspondant aux charges de fonctionnement pour l'année scolaire 2017-2018, pour un enfant sassenageois.

Imputation budgétaire : compte 6042

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**20 - DEAS - SERVICE SCOLAIRE - CONVENTION SUR LA PARTICIPATION DE LA
COMMUNE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ULIS (UNITÉS LOCALISÉES
POUR L'INCLUSION SCOLAIRE) DE VIF**

Assunta ROSIN-BEDIN,

VU les articles L.112-1 à 4, et l'article L.351-1, du code de l'éducation ;

VU les articles D.112-1 à 3 et les articles D.351-3 à 32 du code de l'éducation ;

VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU la circulaire NOR : MENE1504950C n° 2015-129 du 21 août 2015 « Unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS), dispositifs pour la scolarisation des élèves en situation de handicap dans le premier et le second degré » ;

CONSIDERANT que la Ville de Vif sollicite auprès des communes une participation financière pour 1 enfant domicilié hors Vif qu'elle accueille dans les ULIS ;

CONSIDERANT qu'au titre de l'année scolaire 2017-2018, un enfant sassenageois était scolarisé à l'école sur Vif ;

INDIQUE que le montant de la participation de la Ville de Sassenage pour un enfant s'élève à 1317.00€ ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les termes de la convention,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention et à verser à la commune de Vif la somme de 1317,00 euros correspondant aux charges de fonctionnement pour l'année scolaire 2017-2018, pour un enfant sassenageois.

Imputation budgétaire : compte 6042

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

<p align="center">21 - DEAS – CCAS – MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE DE LA POLITIQUE D'ATTRIBUTION MÉTROPOLITAINE DES LOGEMENTS ET APPROBATION DE LA CONVENTION INTERCOMMUNALE D'ATTRIBUTION</p>
--

Nathalie BRITES,

VU l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 relative à l'accès au logement et à l'urbanisme rénové (ALUR) – article 97 ;

VU la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation – article L441-1-5 ;

VU la délibération du Conseil métropolitain du 18 décembre 2015 portant mise en place de la Conférence Intercommunale du Logement de Grenoble-Alpes Métropole ;

VU la délibération du 24 mars 2017 relative à la Convention Intercommunale d'Attribution de Grenoble-Alpes Métropole ;

VU la délibération du 6 juillet 2018 relative à la Convention Intercommunale d'Attribution : intégration des attendus réglementaires et principes de mise en œuvre opérationnelle dans le cadre de la politique Habitat de la Métropole ;

VU la délibération du 6 juillet 2018 pour la mise en œuvre accélérée du plan quinquennal pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme (2018-2022) ;

CONSIDERANT que, conformément à la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à l'urbanisme rénové (article 97), dite loi ALUR, Grenoble-Alpes Métropole, en tant qu'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière d'habitat et disposant d'un Programme Local pour l'Habitat approuvé, a créé la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) chargée notamment de définir les objectifs en matière d'attribution de logements sociaux sur le territoire,

CONSIDERANT que, dans ce cadre, et conformément à la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 dite Loi Egalité et Citoyenneté, Grenoble-Alpes Métropole a adopté la version consolidée de sa Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) le 6 juillet 2018 (1^{ère} version adoptée le 24 mars 2017). Elle intègre les enjeux du Plan quinquennal du logement d'abord et de la lutte contre le sans-abrisme, dont le programme d'actions a également fait l'objet d'une présentation au Conseil métropolitain du 6 juillet 2018,

PRECISE que la Convention Intercommunale d'Attribution définit les conditions de réussite nécessaires à une politique territoriale équilibrée en matière de logement et d'hébergement. Elle vise à garantir l'égal accès à tous à l'ensemble du parc social du territoire métropolitain, via un objectif d'équilibre ou de rééquilibrage de son occupation. Les acteurs du logement social s'engagent donc collectivement à développer de nouveaux partenariats efficaces au profit d'une politique juste et solidaire à l'attention de tous les demandeurs de logements sociaux et notamment les plus précaires.

La loi Egalité et Citoyenneté définit des objectifs d'attribution chiffrés par secteur et par réservataire :

-25% des attributions annuelles hors Quartiers Politiques de la Ville (QPV) doivent être réalisées en faveur des ménages issus du 1^{er} quartile (c'est-à-dire les ménages les plus pauvres) et/ou relogés opérationnels ANRU,

- un objectif d'attribution annuel en faveur des trois derniers quartiles les plus riches, au sein des QPV, doit être défini à l'échelle du territoire de l'EPCI ; il est fixé, par défaut à 50%,

- 25% des attributions annuelles de logements doivent être réalisées en faveur des ménages prioritaires articles L441-1 CCH ou DALO sur les contingents : des collectivités territoriales, d'Action Logement, sur les logements conventionnés Foncière Logement, et sur ceux non rattachés à un contingent de réservation.

A l'échelle métropolitaine, les partenaires ont construit l'application des objectifs de la loi de la manière suivante :

- en prenant appui sur les principes de calcul des objectifs d'attribution territorialisés et le taux de convergence (poids dans les attributions des ménages les plus en difficultés égal à leur poids dans la demande) tels qu'arrêtés par la Conférence Intercommunale du Logement en 2017 et adoptés par le Conseil Métropolitain du 24 mars 2017,
- en intégrant les obligations nouvelles issues de l'approche de l'équilibre par le niveau de ressources (quartile),

- en partageant les enjeux de lisibilité, simplicité et efficience de la mise en œuvre opérationnelle.

INDIQUE que pour accompagner les partenaires, et notamment les communes dans la mise en œuvre de cette politique, des outils opérationnels sont créés ou mis à disposition, tels que le dispositif de Location Active, les instances locales de suivi des objectifs d'attribution ou la mise à disposition du contingent métropolitain par exemple (la liste exhaustive des outils disponibles et les modalités opérationnelles sont détaillées dans la Convention Intercommunale d'Attribution),

SOULIGNE qu'afin de garantir une application fine et adaptée à la réalité de chaque territoire, la CIA se décline à l'échelle de chaque commune par une Convention Territoriale d'Objectifs et de Moyens (CTOM). Cet accord politique partagé entre tous les acteurs du logement social définit les engagements et les objectifs d'attribution par périmètres communaux voire infra-communaux.

La mise en œuvre de la CTOM fait l'objet d'une évaluation annuelle dans le cadre de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL). Sans remise en cause des grands principes de la CIA, une actualisation des objectifs d'attribution est réalisée bi-annuellement afin d'intégrer l'état d'avancement des objectifs.

Il est convenu collectivement que pour tenir compte de la nécessaire évolution des outils mis à disposition et pour la pleine appropriation des acteurs de ces nouvelles modalités de partenariat, l'évaluation des résultats se fera de manière progressive tout au long de la durée de la convention.

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRENDRE connaissance de la Convention Intercommunale d'Attribution,

D'APPROUVER les termes de la Convention Territoriale d'Objectifs et de Moyens,

D'AUTORISER le Maire à signer la Convention Territoriale d'Objectifs et de Moyens, et ses futurs avenants relatifs à l'actualisation biannuelle des objectifs d'attribution chiffrés.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

A 20 heures, M'Hamed BENHARUGA quitte la séance après avoir donné pouvoir à Jeannine ANTOINE.

A compter de ce moment,

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - M. Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Sylvie GENIN-LOMIER à Mme Nathalie BRITES - M. Jérôme GIACHINO à M. Jérôme MERLE – M. Adrien PSILA à M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à Mme Christine DURAND - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Céline MOSCA à M. Jean-Pierre SERRAILLIER – M. M'Hamed BENHAROUGA à Mme Jeannine ANTOINE - Mme Véronique FERRAZZI à M. Yannick BELLE - M. Pierre-Manuel CHAUVET à Mme Florence PARVY - Mme Béatrice HEMARD à M. Michel BARRIONUEVO

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	22
Nombre de votants	:	32

22 - DIRECTION VIE DE LA CITÉ – CUVES - PROJET DE SIGNALÉTIQUE ET DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU DÉPARTEMENT
--

Michel VENDRA,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2334-32 à L 2334-39 et R. 2334-23 et 24 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée ;

CONSIDERANT que la Ville de Sassenage met en place un sentier pédagogique sur le site des Cuves permettant aux différents publics (familles, scolaires, pratiquants de sports de pleine nature, randonneurs) de s'informer sur la faune et la flore à travers des panneaux explicatifs jalonnant le parcours dit « chemin des cuves » ;

ETANT PRECISE QUE ce projet est constitué d'un mobilier péri-urbain résistant aux différentes agressions et dégradations, ce dispositif sera également en conformité avec les chartes en vigueur. Il a pour but de faire mieux connaître au public cet espace nature et de contribuer à le protéger à travers la diffusion d'informations ludiques accompagnant progressivement les visiteurs des grottes « Les Cuves de Sassenage », jusqu'à l'entrée.

CONSIDERANT le plan de financement prévisionnel suivant :

Coût total du projet en euros HT	12 000 euros
autofinancement	6 000 euros
Subvention sollicitée auprès du Département	6 000 euros

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le projet présenté ci-dessus et son plan de financement ;

DE SOLLICITER la subvention évoquée ci-dessus auprès du Département de l'Isère, au titre d'une aide au tourisme ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à effectuer toutes démarches utiles à cet effet et notamment à déposer le dossier de demande de subvention et à signer les différents documents afférents.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**23 - DAE - ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE
D'UNE CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE DÉFIBRILLATEURS CARDIAQUES
AVEC L'ENTREPRISE PUBLI ESSOR**

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU le règlement local de publicité approuvé par le conseil municipal le 21 décembre 1993 ;

VU, les délibérations du Conseil Municipal de Sassenage datées du 17 décembre 2008 et du 29 janvier 2009 s'appliquant aux installations publicitaires de Publi-Essor, soumises à la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) ;

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2018-527 du 28 juin 2018 relative aux défibrillateurs cardiaques dans les établissements recevant du public ;

VU le décret n°2007-705 du 4 Mai 2007 sur la base duquel la société Publi-Essor met à disposition de la Ville de Sassenage 4 défibrillateurs cardiaques en contrepartie de l'autorisation d'implanter et d'exploiter 13 dispositifs publicitaires sur le domaine public de voirie ;

CONSIDERANT que la convention du 11 mai 2009, entre la Commune de Sassenage et la société Publi-Essor, doit être renouvelée pour permettre la continuité de ce service pour une durée maximale de 6 ans, renouvelable par périodes de 2 ans afin de permettre la prise en compte de la nouvelle réglementation sur les dispositifs publicitaires qui devrait rentrer en vigueur en 2020, date prévisionnelle d'approbation du RLPI (Règlement Local de Publicité Intercommunal) ;

CONSIDERANT le nouveau projet de convention annexé au présent projet de délibération ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER Monsieur le Maire de Sassenage, Christian COIGNÉ, à signer la convention avec la société Publi-Essor, telle qu'elle figure annexée à la présente délibération.

D'INSCRIRE la recette correspondante du produit de la TLPE au budget principal de la Ville de Sassenage.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**24 - DAE – ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ - RAPPORT D'EXPLOITATION DU
CONTRAT DE PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ POUR L'EXPLOITATION, LA GESTION ET
LA RÉNOVATION DES INSTALLATIONS D'ÉCLAIRAGE PUBLIC, DE SIGNALISATION
LUMINEUSE TRICOLEURE, DE MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE, D'ILLUMINATIONS
FESTIVES ET DE VIDÉO PRÉVENTION DE L'ANNÉE 2017**

Christian COIGNÉ,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-29, L.1413-1 et L.1414-14 ;

VU le contrat de partenariat, conclu le 1^{er} janvier 2011 pour une durée de 15 ans, entre la ville de Sassenage et le groupement ALCYON-CITEOS en charge de l'exploitation, la gestion et la rénovation des installations d'éclairage public, de signalisation lumineuse tricolore, de mise en valeur du patrimoine, d'illuminations festives et de vidéo prévention sur le territoire communal ;

VU le rapport d'exploitation annuel, relatif à l'exécution du service, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017, établi par le partenaire ;

VU l'examen de ce rapport par la commission consultative des services publics locaux réunie le 26 novembre 2018 à Sassenage ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de présenter le rapport d'exploitation à l'assemblée délibérante de la commune, avec les observations éventuelles du Maire ;

CONSIDÉRANT la note de synthèse transmise aux membres du Conseil Municipal de Sassenage ;

PRÉCISE que ce rapport d'exploitation doit être mis à la disposition du public en Mairie, dans les quinze jours qui suivent sa présentation devant le Conseil Municipal, le public en étant avisé par voie d'affichage ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport d'exploitation établi par le groupement ALCYON-CITEOS en charge de l'exploitation, la gestion et la rénovation des installations d'éclairage public, de signalisation lumineuse tricolore, de mise en valeur du patrimoine, d'illuminations festives et de vidéo prévention de la commune de Sassenage pour l'année 2017.

Le rapport d'activités 2017 est disponible au secrétariat des élus de la Mairie de Sassenage, au 3^{ème} étage de l'Hôtel de Ville, et à la Direction de l'Aménagement et de l'Environnement de Sassenage, au Centre technique Municipal, aux heures d'ouverture au public.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**25 - DAE – ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ – CONFIRMATION DE LA
DÉNOMINATION « RUE DU VINAY » POUR LA PORTION DE VOIE COMPRISE ENTRE
L'AVENUE DE ROMANS ET LA RUE DU TAILLEFER DANS LE PROLONGEMENT DU
« CHEMIN DU VINAY ».**

Amédée MATRAIRE,

VU l'article L. 141-1 du code de la voirie routière ;

VU ensemble les articles L. 2212-1 et 2, et l'article L. 2213-1 du code général des collectivités territoriales ;

VU la circulaire n°6 du 3 janvier 1962 portant sur les conditions de dénomination des rues et places publiques

VU l'article 5 du décret n°94 1112 du 19 décembre 1994 relatif à la communication au centre des impôts foncier ou au bureau du cadastre de la liste alphabétique des voies de la Commune et du numérotage des immeubles;

CONSIDERANT que le « Chemin du Vinay » est l'une des voies qui relie l'avenue de la Falaise à l'Avenue de Romans et que son tracé se poursuit en direction de la Rue du Taillefer sous la dénomination « Rue du Vinay » telle que figurée notamment sur les plaques apposées aux extrémités de cette portion de voie, sur divers documents officiels (tableau de classement de la voirie communale dressé en 2004,) ainsi que dans la base de données d'adressage du service de distribution de la Poste.

PRECISANT que certaines administrations (les services du cadastre, ...) ne laissent pas apparaître cette différenciation d'appellation et qu'aucune délibération actant cette distinction de dénomination ne semble avoir été votée.

INDIQUANT qu'il convient de clarifier cette situation en confortant l'appellation « Rue du Vinay » pour la partie de la voie qui relie l'Avenue de Romans à la Rue du Taillefer dans le prolongement du « Chemin du Vinay » tel que mentionné sur le document annexé au présent acte.

INDIQUANT qu'il convient, en conséquence, de reprendre l'adressage de tout à partie des immeubles desservis par cette voie dans un souci de bonne cohérence d'ensemble.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER l'appellation « Rue du Vinay » pour la partie de la voie qui relie l'Avenue de Romans à la Rue du Taillefer dans le prolongement du « Chemin du Vinay » tel que mentionné sur le document annexé au présent acte.

D'AUTORISER Monsieur le Maire à établir tout acte afférent à cette nouvelle appellation tels que des certificats d'adressage à destination des immeubles desservis par cette voie.

Michel BARRIONUEVO fait une observation.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

26 - DAE – DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE DÉROGATION AU REPOS DOMINICAL POUR L'ANNÉE 2019
--

Christian COIGNÉ,

VU les dispositions prévues au code général des collectivités territoriales et notamment à son article L 2121-29 ;

VU la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques promulguée le 6 août 2015 dite loi Macron ;

VU l'article L.3132-25-4 du code du travail définissant les conditions d'acceptation par les salariés à travailler le dimanche ;

VU l'article L.3132-26 et suivants du code du travail ;

CONSIDERANT conformément aux dispositions de l'article L.3132-26 du code du Travail que dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés par décision du maire prise après avis du Conseil municipal ;

CONSIDERANT que le nombre de ces dimanches ne peut excéder 12 par an ;

CONSIDERANT que si le seuil n'excède pas 5 dimanches par an, la liste des dates retenues doit être arrêtée avant le 31 décembre pour l'année suivante, et ce après avis du Conseil municipal ;

CONSIDERANT que dans le cadre de la dérogation au repos dominical, le principe du volontariat pour les salariés demeure ;

CONSIDERANT que les contreparties sont fixées par la loi, et notamment par l'article L. 3132-27 du code du Travail en ce qui concerne le doublement du salaire et le repos compensateur ;

CONSIDERANT que pour les commerces de détail alimentaires dont la surface de vente est supérieure à 400 m², lorsque les jours fériés légaux, à l'exception du 1^{er} mai, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches désignés par le Maire, dans la limite de trois ;

CONSIDERANT que, au vu des spécificités du commerce de détail existant sur le territoire de Sassenage, il est envisagé de retenir quatre dimanches au titre de l'année 2019 ;

CONSIDERANT qu'il est apparu pertinent de déroger au repos dominical lors la période festive de fin d'année susceptible de générer des flux de clientèle locale ou extérieure plus importants ;

CONSIDERANT que conformément aux dispositions de l'article L 3132-26 du code du travail, il est ainsi proposé de soumettre à l'avis du Conseil municipal la liste des quatre dimanches proposés, à savoir les dimanches 8, 15, 22 et 29 décembre 2019 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE DECIDER de donner un avis favorable sur l'ouverture dominicale des commerces de détails les dimanches 8, 15, 22 et 29 décembre 2019

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA

* SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

Jérôme GIACHINO entre en séance à 20 heures 30.

A compter de ce moment,

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - M. M. Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Jérôme GIACHINO - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Sylvie GENIN-LOMIER à Mme Nathalie BRITES - M. Adrien PSILA à M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à Mme Christine DURAND - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Céline MOSCA à M. Jean-Pierre SERRAILLIER - M. M'Hamed BENHAROUGA à Mme Jeannine ANTOINE - Mme Véronique FERRAZZI à M. Yannick BELLE - M. Pierre-Manuel CHAUVET à Mme Florence PARVY - Mme Béatrice HEMARD à M. Michel BARRIONUEVO

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	23
Nombre de votants	:	32

**27 - DAE – DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – PLAN LOCAL D'URBANISME
INTERCOMMUNAL DE GRENOBLE-ALPES MÉTROPOLÉ - AVIS DE LA COMMUNE DE
SASSENAGE SUR LE PROJET DE PLUI ARRÊTÉ**

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU l'article L.5217-2 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée «Grenoble-Alpes Métropole» ;

VU le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 103-2 et suivants, L. 151-1 et suivants, L.153-1 et suivants, R.151-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;

VU la délibération du conseil métropolitain en date du 6 novembre 2015 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) de Grenoble-Alpes Métropole, définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation préalable et arrêtant les modalités de collaboration avec les communes ;

VU les débats sur les orientations générales du PADD qui se sont tenus lors des séances du Conseil métropolitain des 16 décembre 2016 et 6 juillet 2018, et dans les communes fin 2016 et fin du premier semestre 2018 ;

VU la concertation qui s'est déroulée durant toute l'élaboration du PLUI ;

VU la délibération du conseil métropolitain du 28 septembre 2018, dressant le bilan de la concertation, décidant de faire application des dispositions des articles R. 151-1 à R. 151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 pour l'élaboration du PLUI, et arrêtant le projet de PLUI ;

VU le projet de PLUI présenté ;

EXPOSE qu'au 1^{er} janvier 2015, Grenoble-Alpes Métropole est devenue compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et de documents d'urbanisme en tenant lieu. Dès lors, par délibération en date du 3 avril 2015, le Conseil métropolitain a approuvé le principe d'engagement d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI).

Par délibération en date du 6 novembre 2015, le conseil métropolitain a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Grenoble-Alpes Métropole, défini les objectifs poursuivis, les modalités de la concertation préalable et arrêté les modalités de collaboration avec les communes.

Élément structurant du développement de notre agglomération, le PLUI repose sur un projet politique partagé. Ainsi, les conseils municipaux et le conseil métropolitain ont pu débattre des orientations générales du PADD à deux reprises, une première fois au sein du conseil métropolitain réuni le 16 décembre 2016 et des 49 conseils municipaux entre le 17 octobre et le 05 décembre 2016, et une seconde fois au sein du Conseil métropolitain réuni le 6 juillet 2018 et des 49 conseils municipaux entre le 14 mai et le 28 juin 2018.

Cette vision globale du développement de notre Métropole a été déclinée à l'échelle des communes, grâce une collaboration étroite avec chacune d'elle, et a permis la convergence entre les projets communaux et les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Cette collaboration s'est traduite par de nombreuses réunions techniques bilatérales entre la commune et la Métropole en présence de l'AURG, 15

ateliers des urbanistes communaux, 11 présentations en conférences territoriales et 11 conférences des maires.

Enfin, la Métropole a assuré une démarche de concertation complète qui a permis la bonne information, l'expression et la participation des habitants, notamment par des ateliers publics lors des phases d'orientations du PADD et de traduction réglementaire et par la mise en place d'une cartographie collaborative (Carticepe). L'ensemble des éléments relatifs à la concertation du PLUI étant disponible sur la plateforme de participation de la Métropole.

Aussi, par délibération en date du 28 septembre 2018, le conseil métropolitain a délibéré pour dresser le bilan de la concertation, décider de faire application des dispositions des articles R. 151-1 à R. 151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 pour l'élaboration du PLUI, et arrêter le projet de PLUI.

Les nouvelles dispositions des articles R. 151-1 à R. 151-55 permettent de moderniser le contenu du PLUI et offrent une plus grande souplesse pour écrire la règle d'urbanisme et l'adapter aux exigences d'un urbanisme de projet et aux préoccupations énergétiques et environnementales.

Considérant que la délibération du Conseil Métropolitain, ainsi que le bilan de la concertation et le projet de PLUI ont été communiqués aux membres du conseil, il convient, en application des dispositions de l'article L. 153-15 du code de l'urbanisme de donner un avis sur le projet de PLUI arrêté.

Pour rappel, l'article L153-15 dispose que « *lorsque l'une des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de plan local d'urbanisme à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.* »

PRESENTATION DU PROJET DE PLUI

1. Le rapport de présentation

Le rapport de présentation comporte un diagnostic territorial, un état initial de l'environnement, une évaluation environnementale et l'explication des choix retenus qui se divise en deux parties principales : une justification du PADD et des dispositions réglementaires du PLUI et une justification des choix à l'échelle communale par des livrets communaux.

Le livret communal (tome 4 du rapport de présentation) décline les orientations du PADD et la justification de la pertinence des outils mobilisés sur la Commune pour la mise en œuvre de ces orientations. A la lumière de ce document, les remarques de la Commune sont les suivantes :

Optimiser le foncier en permettant le renouvellement urbain des secteurs du Bourg, des Pies, des Glériates et de la Falaise : (page 10-11)

Afin d'accompagner le projet de renouvellement urbain sur le secteur de la Falaise, il est mentionné en traduction réglementaire l'« inscription au plan des formes urbaines D2 d'une hauteur maximale à 26 mètres sur une partie du site du projet ». Or, s'agissant d'une transposition des éléments issus de la modification n°4 du PLU de Sassenage en date du 29 septembre 2017, il convient d'inscrire une hauteur maximale de 23 mètres tant sur le plan des formes urbaines que sur le livret communal. Il est demandé une modification en ce sens.

Le livret mentionne en déclinaison communale la phrase suivante : « Permettre le renouvellement urbain sur le secteur du Parc Sasso Marconi ». Cette tournure est erronée, il

ne s'agit pas de mener une opération de renouvellement urbain sur le secteur du Parc Sasso Marconi mais de traiter les abords, dans le cadre de l'étude en cours *Cœur de Ville Cœur de Métropole* (CVCM), portée conjointement par la Métropole et la Commune sur le Centre Bourg élargi. Il convient donc de supprimer cette phrase dans les déclinaisons communales.

Concernant la déclinaison communale « Accompagner les projets de renouvellement de la Falaise étudiés et/ ou engagés ».

La Ville de Sassenage a sollicité de la Métropole la possibilité d'autoriser la mutation progressive de la zone d'activités de la Falaise en « zone urbaine mixte » permettant l'accueil de commerces et de logements, en réponse à l'impact très fort sur le territoire de la plaine des risques naturels, et notamment l'inondabilité qui réduit fortement le potentiel constructible de Sassenage, alors que la Ville doit répondre aux objectifs de production de logements sociaux. Est demandé dans un premier temps le classement du tènement des « transports ZANON », sis avenue de la Falaise, en zone urbaine mixte afin de permettre une urbanisation notamment à vocation résidentielle, en parfaite continuité du renouvellement urbain lancé sur les tènements ex- GLD et les Cars Faure.

A cet égard, la Ville sollicite à nouveau un accompagnement actif de la Métropole pour permettre une relocalisation des Cars Faure en vue de la réalisation d'une opération de mixité sociale sur ce secteur.

La commune regrette donc que les orientations actuelles ne permettent pas d'anticiper les possibilités existantes de renouvellement urbain du secteur de la Falaise alors qu'il représente un des rares gisements fonciers constructible sur la Commune. **Elle émet en conséquence une réserve à ce sujet et demande la possibilité d'autoriser la mutation progressive de la ZA de la Falaise en zone urbaine mixte.**

Accompagner la mise en œuvre d'un projet urbain résilient et structurant de Portes du Vercors : (page 13-14)

La commune de Sassenage émet des réserves tant sur les déclinaisons communales que les traductions réglementaires portées sur le livret communal et sur les documents en découlant.

Sur le règlement, il est proposé un classement en zone AUP1r de la première tranche opérationnelle autorisant les constructions au fur et à mesure de la réalisation des équipements sur la zone et sous condition de réalisation des aménagements hydrauliques nécessaire à la prise en compte du risque inondation.

Le règlement proposé est très souple, les cahiers des prescriptions architecturales urbaines et paysagères de la ZAC ayant vocation à préciser les règles paramétriques d'implantation, de hauteur, d'emprise..., par îlot. Or, ces documents n'ont qu'une portée contractuelle et non réglementaire. Le règlement proposé n'apporte donc à la commune aucune garantie sur la qualité urbaine du projet et sur ses partis structurants d'aménagement.

En cela, le classement en zone AUP1r apparaît prématuré considérant que le projet, non stabilisé à ce jour, se situe dans une zone non urbanisée présentant des risques d'aléas fort et très fort, actuellement inconstructible en l'état. La Ville n'a, à ce jour, aucune certitude sur la création, le niveau de contrainte et de responsabilités, qui garantira la protection des biens et des personnes tant au sein de la Zone d'Intérêt Stratégique (ZIS), dont il est rappelé que la création ne pourra intervenir qu'après l'approbation du PPRI Drac, que sur les secteurs riverains de ce périmètre, tels les ensembles immobiliers de la Saulée, la Cerisaie, rue du Drac, ou situés à l'aval nord du dit périmètre. La Ville rappelle que l'urbanisation de ce secteur ne pourra intervenir, au-delà du PLUI, que lorsque ces conditions seront stabilisées.

Concernant les hauteurs, il a été proposé d'activer un plan des formes urbaines sur la partie nord de l'opération pour une hauteur maximale de 20 mètres alors que le règlement de la zone AUP1r prévoit R+7 et 26 mètres au faîtage). Sur ce point, la Ville de Sassenage défend une densité maîtrisée avec des hauteurs limitées à R+4 maximum, adossée à une forme urbaine permettant une intégration soignée et harmonieuse du projet dans le tissu naturel et bâti préexistant, et ce notamment afin de préserver l'identité sassenageoise.

L'inscription sur le PFU D2 d'une hauteur de 20 mètres sur une partie de la tranche 1 opérationnelle ne répond à ces exigences. Il est demandé l'inscription au PFU d'une hauteur maximum préservant le R+4 soit une hauteur maximale de 14 mètres par rapport au terrain naturel. Il est demandé à ce que le PFU soit adapté en ce sens.

Accélérer la diversification de l'offre de logement : (page 16)

Afin de poursuivre la production de logement social sur les zones (déclinaison communale), il est prévu l'inscription dans l'atlas de mixité sociale d'un secteur de mixité sociale fixé à au moins 35 % de logements sociaux à partir de 3 logements ou de 210 m² de surface de plancher dans les zones urbaines mixtes, et dans les zones à urbaniser aux Côtes et dans la plaine (traduction réglementaire).

A ce titre, la commune de Sassenage n'est pas favorable, comme elle l'a exprimé dans son avis relatif au PLH 2017-2022, à la production de 35 % de logements sociaux PLUS/PLAI pour toutes les opérations de logements sur son territoire. La Ville de Sassenage attire l'attention de la Métropole sur l'effet contre-productif induit par l'introduction d'une part de 35 % de logements locatifs sociaux à partir de trois logements, notamment sur le secteur pavillonnaire. En effet, cette mesure pourrait contribuer à favoriser la consommation du foncier disponible en incitant les opérateurs à privilégier la réalisation de deux logements au lieu de trois pour des raisons d'équilibre d'opération et de gestion.

A ce titre, la Ville de Sassenage émet une réserve, et demande à ce que le seuil de déclenchement des 35 % de logements locatifs sociaux soit fixé à partir d'une opération de 10 logements et non à partir de 3.

Conforter les centralités de l'hôtel de Ville, du Furon, des Pies, des Glériates et des Côtes dans leur vocation commerciale et/ou d'équipement public : (page 24-25)

Il convient de supprimer la phrase portant sur la création d'un équipement scolaire sur les Côtes venant conforter cette centralité locale. A ce titre, le groupe scolaire Rivoire de la Dame est réalisé depuis de nombreuses années, et il répond aux besoins actuels et futurs. La commune n'a pas pour projet la création d'un nouveau groupe scolaire tel qu'écrit sur le livret communal, les capacités du groupe scolaire étant suffisantes comme l'a démontré une étude de l'AURG pour les besoins des habitants actuels et futurs. L'emplacement réservé existant au PLU de Sassenage doit donc être reporté au PLUI uniquement pour des motifs de régularisation foncière et non d'extension.

Conforter les zones d'activités, protéger le foncier destiné à l'extension potentielle de la zone Hy Parc, dans un contexte d'enjeu d'inondabilité... : (page 28)

La Ville de Sassenage dispose d'un gisement foncier économique important avec quatre zones d'activités : les ZA de l'Argentière, de la Falaise, Hy Parc et les Moironds.

La Commune de Sassenage formule une réserve sur les orientations suivantes : « sanctuariser la vocation des zones d'activités productives, notamment les activités de logistiques et d'entrepôts », « préserver du foncier dédié à l'implantation ou au développement des activités de logistiques et d'entrepôts ». En effet, la Ville de Sassenage rappelle que son territoire est fortement impacté par le risque inondation, et à ce titre, la pérennité et le développement des zones d'activités économiques est interrogé. La

Ville de Sassenage est aujourd'hui contrainte de refuser de nombreux projets au motif du risque inondation. L'hyper spécialisation proposée ou la sanctuarisation des zones d'activités économiques contribuera nécessairement à favoriser la déshérence des zones d'activités, à freiner la capacité de mutation ou d'adaptation des entreprises dont la survie dépend des possibilités d'évolution de leurs outils industriels et administratifs. Il est ainsi nécessaire de permettre une souplesse dans la vocation des zones, et non de la sanctuariser comme il est proposé dans le livret communal et ses traductions réglementaires.

Par ailleurs, dans ces déclinaisons, il n'y aucune référence au risque inondation, sauf pour la zone Hy Parc dont la déclinaison communale est la suivante : « Préserver le foncier nécessaire à une extension de la zone Hyparc, en tenant compte des risques inondations ».. Or, force est de constater que les zones des Moironds et de l'Argentière sont, elles aussi, fortement impactées par le PAC-PPRI Drac inondation. Il est nécessaire d'en tenir compte pour la préservation desdites zones.

Préfigurer la création d'une ligne de transport en commun structurant le long de l'avenue de Romans et de Valence, conforter les voiries de desserte locale, les cheminements piétons et cycles : (page 36)

Il convient de rectifier, en page 35, le passage « identification de plusieurs emplacements réservés destinés à la création d'un cheminement piéton..... entre le chemin de la Passerelle et le parking des Cuves ». En fait, il s'agit de la création d'un cheminement piéton entre le chemin de la Passerelle et le parking de la Cure, et non des Cuves.

De plus, dans cette partie, il est inscrit en déclinaison communale l'extension d'un parking relais à l'angle de l'Avenue de Valence et de la Route de Villard de Lans, mais il n'est pas fait référence à l'identification de l'emplacement réservé ER-23-SAS relatif à la création d'un parking relais, lieu-dit les Engenières.

2. Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Le PADD a été débattu en communes et au conseil métropolitain à deux reprises et plus précisément, en ce qui concerne la Ville de Sassenage, lors des séances du Conseil Municipal du 25 octobre 2016 et du 14 juin 2018. La teneur des débats ayant eu lieu au sein du Conseil Municipal a été transmis à Grenoble Alpes Métropole.

3. Le règlement écrit

Le règlement écrit est divisé en deux parties :

- **Les dispositions générales**

Le règlement de chaque zone est complété par les dispositions générales, qui comprennent :

- Les règles communes à plusieurs zones qui s'appliquent en complément ou à défaut de règles particulières dans les zones.
- Le règlement des risques qui permet, afin de prendre en compte les risques présents sur le territoire, d'interdire ou de soumettre à conditions particulières les constructions et aménagements.
- Le règlement du patrimoine qui s'applique aux éléments protégés par le PLUI.
- Le lexique.

- **Les règlements de zone**

Les règlements écrits de zone du PLUI réglementent :

- L'usage et l'affectation des sols, constructions et les activités interdites (Article 1)
- Les constructions et activités soumises à conditions particulières (Article 2)
- La mixité fonctionnelle et sociale (Article 3)
- La volumétrie et l'implantation des constructions (Article 4)
- La qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère (Article 5)
- Le traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions (Article 6)
- Le stationnement (Article 7)
- La desserte par les voies publiques et privées (Article 8)
- La desserte par les réseaux (Article 9)
- L'énergie et la performance énergétique (Article 10)

Le règlement écrit comporte de nombreux renvois aux documents graphiques, au chapitre des dispositions générales, ainsi qu'aux OAP thématiques. C'est un document complexe dont l'application est très sophistiquée. A cet égard, il serait intéressant de pouvoir disposer, sur le règlement écrit en version numérique, de liens permettant un renvoi direct aux différents documents du PLUI afin d'en faciliter la lecture, ces documents étant autant destinés aux services instructeurs qu'aux pétitionnaires d'autorisation, dont les particuliers.

Il apparaît inévitable que la nouvelle architecture contribuera à alourdir le travail de l'instruction au quotidien (expertise et temps passé sur l'instruction) et réclamera des compétences différentes de celles exercées aujourd'hui (approche du paysage par exemple). La Ville de Sassenage redoute que l'articulation de tous ces outils ne soit pas accessible à un public non initié, alors que c'est un des enjeux de tout document administratif faisant grief. Il ne fait nul doute que le rôle des services instructeurs va profondément muter, tant en accompagnement de projet sur l'application du PLUI que dans l'explication de son contenu. La Ville s'interroge sur les actions qu'entend mener la Métropole sur l'appropriation par le public de ces règles complexes et la nécessaire communication à cet égard aux fins de la vulgarisation dudit document.

Le préambule à chaque règlement précise la hiérarchie des règlements à respecter à savoir le règlement risque > règlement du patrimoine > règlement des zones > règles communes. De plus, il mentionne que les projets doivent être aussi compatibles aux OAP thématiques selon une hiérarchie bien établie.

La Ville de Sassenage rappelle que l'urbanisation du territoire de Sassenage est très contrainte par les risques naturels et technologiques, et notamment par le risque inondation par le Drac (porter à connaissance du Préfet en date du 16 mai 2018). A ce titre, le règlement provisoire du PPRI-DRAC permet sur certaines zones une constructibilité sous réserve de fortes prescriptions (mesures constructives, surélévation, étude d'un bureau d'étude spécialisé, dispositif de mise en sécurité des biens et des personnes, application d'un RESI...). De fait, les porteurs de projets rencontrent d'importantes difficultés pour sortir les opérations tant les contraintes sont élevées, et ce sans préjudice de l'impact financier lié au surcoût des mesures à mettre en œuvre. La Ville de Sassenage est réservée sur le fait que la hiérarchie des règlements imposés et la nécessaire compatibilité des projets aux différentes OAP puissent constituer un frein supplémentaire à la délivrance des autorisations d'urbanisme et au projet de développement de son territoire. Une évaluation de ce risque apparaît donc nécessaire pour juger de la portée d'application du PLUI et de ses effets prévisibles.

Les différents règlements de zone intègrent une règle alternative disposant que lorsqu'une surélévation du plancher habitable est prescrite pour répondre à des enjeux des risques inondation, les hauteurs maximales mentionnées dans la règle générale peuvent être augmentées à concurrence de ce qui est imposé par la réglementation sur les risques. Dans la mesure où cette disposition est applicable à tous les secteurs soumis à risque, elle devrait être donc introduite dans les « dispositions générales du règlement écrit ».

Il conviendrait, par ailleurs, de pérenniser la présence de schémas dans les règlements écrits à des fins pédagogiques.

Enfin, l'architecture générale du PLUI réinterroge la fonction d'accueil et renseignements des services d'urbanisme ; les demandes de renseignement relatives à la faisabilité d'un projet, y compris mineur, ne pourront plus être satisfaites en temps réel et devront faire l'objet systématiquement d'une nécessaire pré-instruction de la part des services. Cette mission d'accompagnement à la maîtrise du document, dès le stade des premières esquisses de projet, devra d'ailleurs être renforcée sous peine de multiplier les refus d'autorisation à l'issue de l'instruction réglementaire, par manque de maîtrise des demandeurs de la complexité du PLUI.

4. Le règlement graphique

- Le plan de zonage - Le zonage du PLUI comprend les zones suivantes:

- Les zones urbaines mixtes : UA1 (centre historique de Grenoble), UA2 (centre-bourgs), UA3 (noyaux historiques/hameaux), UB (tissus urbains hétérogènes du cœur métropolitain), UC (habitat collectif), UD1 (tissu de maisons individuelles en mutation), UD2 (tissu de maisons individuelles en densification), UD3 (tissu de maison individuelle d'évolution modérée), UD4 (développement limité)

La Ville s'interroge sur la pertinence d'un classement en zone UC2 (habitat collectif) pour les maisons individuelles situées Impasse Jean-Baptiste Lully (parcelles cadastrées section AZ n°263 à 267). Un classement en zone UD1 (tissu de maisons individuelles) serait plus adapté et s'inscrirait plus en cohérence avec le tissu existant de maisons individuelles.

Comme évoqué plus haut, la Ville de Sassenage demande le classement en zone UC (habitat collectif) du tènement des Transports Zanon, sis avenue de la Falaise.

- Les zones dédiées : UV (Parcs urbains), UZ1 (secteurs d'équipements collectifs), UZ2 (campus universitaire), UZ3 (défense nationale, prison), UE1 (activité économique productive et artisanale), UE2 (production industrielle), UE3 (production et services), UE4 (tertiaire et technologie)

Sur ces zones dédiées, la Ville de Sassenage demande à ce que la zone détournée en UE2 pour les équipements appartenant à la société Vicat aux Côtes soit retravaillée et affinée, avec la Commune, au strict besoin de l'activité.

La question de la spécialisation des zones et/ou sanctuarisation a déjà fait l'objet d'observations plus haut.

Sur le plan de zonage, il est fait la remarque que l'étiquette de la zone UE1 sur le secteur Hy Parc est mal positionnée sur le plan (à cheval sur deux zones UE1 et UD1). Il conviendrait de la repositionner pour faciliter la lecture du plan.

- Les zones à urbaniser : AU indicée (ouverte à l'urbanisation) AU stricte (non ouverte à l'urbanisation).
- Les zones agricoles
- Les zones naturelles

La Ville de Sassenage s'interroge sur le classement en zone N, et non en zone UD1, de maisons individuelles déjà existantes sur le périmètre de la ZAC Portes du Vercors, et les conséquences sur la mutabilité / évolution de ces biens.

- Les STECAL (secteurs de taille et de capacité limitée)

- **Les autres documents graphiques :**

- **Plan des risques naturels :**

Ce plan répertorie l'ensemble des données en matière de risques naturels, à savoir le Plan de Prévention des Risques Naturels, les bandes de précautions et les risques inondation Drac et Isère Aval sur la commune de Sassenage. Il est fait remarquer que la superposition des différentes couches ainsi que le dégradé des couleurs utilisées peuvent avoir pour effet de rendre difficile la lecture des données, voire de masquer certaines couches.

La ville de Sassenage s'interroge sur les motifs de l'absence totale de bande de précaution le long de la digue en rive gauche du Drac, sur un périmètre compris entre le seuil de l'ILL sur la Commune de Fontaine et la confluence avec l'Isère, sur la Commune de Sassenage, tel qu'apparaissant sur la planche D3 du plan des risques naturels versé au dossier PLUI.

Par courrier en date du 23 octobre 2017, Monsieur le Préfet de l'Isère informait la Ville de Sassenage des prescriptions applicables à la concession EDF du barrage de Saint-Egrève suivant l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2017. Les dispositions de celui-ci classent la digue située en rive gauche **en barrage latéral**, conformément au périmètre de concession EDF défini entre le barrage usine et le seuil de l'ILL. A ce titre, le Préfet indiquait que par analogie avec le règlement de la Compagnie Nationale du Rhône, une bande de précaution de 100 mètres derrière cet ouvrage devait être appliquée.

Le tracé sur le plan susvisé ne le laisse pas apparaître, créant un vide juridique entre le quartier des Charmettes à Fontaine où une bande de précaution de type HX100, applicable aux digues est reportée jusqu'au seuil de l'ILL et la bande de précaution de type barrage latéral de 100 m débutant sur la Ville de Sassenage, au droit de la confluence avec l'Isère.

Si la Ville a conscience des effets du seuil de l'ILL (qui devrait être rabaissé de 80 cm en 2019) sur l'amenuisement de la mise en charge de cette section, elle est également comptable de la prévention des risques naturels, au titre des pouvoirs de police détenus par le Maire en matière de sécurité publique. Aussi, elle sollicite la création d'une bande de précaution entre les deux périmètres d'une largeur de 50 m afin de garantir la continuité des mesures de protection au droit des zones dites de sur-aléas que constituent les bandes de précaution le long du domaine public fluvial.

Par ailleurs, la commune de Sassenage se questionne sur la bonne prise en compte du porter à connaissance relatif à l'aléa chute de blocs de la Falaise du Pugnet en date du 8 avril 2016, ce dernier ne figurant pas au rang des pièces constitutives du PLUI (carte d'aléa et courrier). Ce porter à connaissance ne concerne pas que le secteur du site ex-GLD mais le périmètre élargi du pied de falaise. La Ville s'interroge sur son intégration au PLUI et dans quelles pièces.

- **Plan des risques anthropiques :**

Ce plan répertorie les différents risques technologiques : il s'agit, d'une part, des servitudes d'utilité publique instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transports présentes sur la Commune de Sassenage (Pipelines), et d'autre part du risque minier (mouvement de terrain potentiel).

La Ville de Sassenage est concernée par le risque minier sur des parcelles situées au lieu-dit La Grande Rivoire traduisant une interdiction de construire. La commune de Sassenage, ne disposant d'aucun élément précis sur la nature de ce danger, peut difficilement se prononcer sur le périmètre reporté.

- **Plan des préventions des pollutions :** Les orientations du PLUI n'appellent pas d'observations sur cette thématique.
- **Plan de la mixité fonctionnelle et commerciale :**

Ce plan a pour vocation de délimiter l'espace de développements commerciaux (EDC) et les centralités urbaines commerciales (CUC), ainsi que les linéaires de préservation des commerces. A ce titre, l'EDC a été délimité sur l'espace préférentiel de développement, 7 centralités urbaines commerciales ont été définies, à savoir un CUC principal sur le secteur du centre bourg élargi, et 6 CUC secondaires (ovalie, Glériates, Pies, Métairie, ZA argentière). Des linéaires de protection du commerce sont également reportés sur ce plan.

A ce sujet, la Ville de Sassenage interroge la Métropole sur la nouvelle délimitation retenue pour l'EDC qui n'intègre pas le tènement de Carrefour Market au Nord de Sassenage, et sur les conséquences induites pour ce tènement. Il est important de pouvoir préserver la possibilité d'une reprise de l'activité existante par un autre commerce de détails ou de proximité. Au vu de ce qui précède, la Ville interroge la Métropole sur la pertinence de la réintégration dans l'EDC dans ce secteur.

- **Plan de la mixité sociale :**

Le plan de mixité sociale prévoit un secteur de mixité sociale sur les zones urbaines mixtes et les zones AU des Côtes. Ainsi, toute opération comportant au moins 3 logements ou 210 m² de surface de plancher inclura au moins 35 % de logements locatifs sociaux dont 40 % de PLAI.

Pour faire écho aux réserves formulées plus haut sur le livret communal, il est demandé de modifier le seuil de déclenchement de la part des 35 % de logements locatifs sociaux et d'inscrire tant sur le plan et qu'en légende LS10.35.40 à partir de 10 logements.

Trois emplacements réservés sont matérialisés sur le plan de mixité sociale, à savoir sur le site GLD (30% LLS soit 119 logements sociaux), sur les Glériates pour 70 équivalents LLS, et sur le tènement de la rue de la République pour 14 LLS. Ces trois projets sont déjà bien engagés.

- **Plan des Formes Urbaines : Implantations et emprises**
- **Plan des Formes Urbaines : Hauteurs**

Le plan des formes urbaines introduit ponctuellement des dispositions réglementaires alternatives aux implantations/emprises et aux hauteurs.

Trois sites font l'objet d'un plan des formes urbaines relatif aux hauteurs.

- Le secteur ex-GLD pour partie, avec une hauteur maximale reportée sur le plan de 26 mètres. Sur ce site, il s'agit de transposer les éléments issus de la modification n°4 du PLU de Sassenage approuvée par délibération du Conseil Métropolitain en date du 29 septembre 2017. A cet égard, la hauteur maximum est de 23 mètres et non de 26 mètres. Il convient donc de rectifier le PFU en conséquence.

- Le secteur des Glériates : le périmètre du PFU n'est pas correctement reporté sur le plan. Le PFU n'est activé que sur la parcelle cadastrée section BC n°42, or le périmètre du projet intègre une partie du tènement non cadastrée d'une superficie d'environ 688 m². A ce titre, il convient d'élargir le périmètre du PFU en le calant sur l'assiette du projet.

- Le secteur des Portes du Vercors : un PFU est activé pour fixer une hauteur maximale de 20 mètres sur une partie de la tranche 1 sur Sassenage et Fontaine. Au regard des réserves formulées plus haut, il est demandé de modifier le PFU en fixant une hauteur maximale de 14 mètres.

- **Plan des périmètres d'intensification urbaine**

La commune est concernée par le secteur F5, secteur fixant une densité minimale de construction. Ce fuseau a été travaillé en tenant bien compte des spécificités locales.

- **Plan de l'OAP paysage et biodiversité :**

La Commune de Sassenage appartient à l'unité paysagère Isère Aval et est concernée par huit ambiances paysagères (versant boisé, montagne pastorale, piémont urbain, plaine agricole, plaine urbaine, fonds de vallée d'activité, plateau, bourg/village/hameau). Ces ambiances ont été déterminées en fonction d'un état des lieux réalisé par la Métropole. Au vu du volume du document, les tests n'ont pu être réalisés afin de vérifier la bonne cohérence de ces ambiances au territoire. La Ville de Sassenage ne se prononcera pas sur la pertinence de ce plan.

- **Plan du patrimoine bâti, paysager et écologique :**

La commune disposait déjà d'un inventaire patrimonial bâti, l'inventaire réalisé complète et enrichit les éléments de patrimoine sur le plan paysager et écologique notamment.

- **Plan des OAP et secteurs de projet**

Il s'agit d'un plan reportant les OAP sectorielles (Falaise et tranche 1 portes du Vercors), et le périmètre de la zone d'aménagement concertée (ZAC) Portes du Vercors.

- **Plan des secteurs de plan masse**

La commune de Sassenage n'est pas concernée par le plan des secteurs de plan masse.

- **Plan du stationnement :**

Pour définir les obligations en matière de stationnement au PLUI, la modulation s'effectue en fonction du niveau actuel ou futur des transports en commun, du réseau cycle structurant, du niveau d'équipement automobiles des ménages et des obligations du code de l'urbanisme et du SCOT. La commune se voit ainsi concernée par trois zones au projet de PLUI:

- la zone de stationnement S4, en grande partie, correspondant au secteur éloigné des réseaux structurant de transport en commun et des axes chronovélo ;
- la zone de stationnement S2, correspondant au secteur situé à 500 mètres autour des stations de transports en commun en site propre et des principales gares ;
- Et la zone de stationnement S6 pour le reste de son territoire (secteur offrant peu d'alternative à la voiture).

Pour la détermination d'une partie de la zone S2, il est indiqué qu'il est tenu compte de la future station Métrocâble, dont la réalisation est prévue à l'horizon 2025-2030, alors que l'approbation du PLUI interviendra en 2019. Ainsi, le dimensionnement du stationnement prévu sur ce secteur est anticipé, et ne sera pas en conséquence en adéquation avec les besoins effectifs du secteur au moment de l'approbation du PLUI.

- **Plan des emplacements réservés**

5. Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) thématiques

- **OAP paysage et biodiversité**

La mise en place d'une OAP thématique Paysage et Biodiversité apporte une complémentarité qualitative en livrant les clés de lecture du territoire pour mieux construire sur celui-ci.

La Ville de Sassenage est concernée par huit ambiances sur son territoire, il convient de se reporter au carnet de l'unité Vallée Isère Aval. Ce document de 309 pages est très détaillé, et reste très prescriptif dans ces orientations. Sa lecture n'en est pas aisée pour des non-initiés de par son volume mais aussi de par son vocabulaire.

A ce sujet, la Commune reste très perplexe sur l'application de cette OAP, bien que seuls ces titres s'inscrivent dans un rapport de compatibilité avec le règlement, et que leur contenu ne soit donc par directement opposable aux tiers. Elle exprime des réserves :

- 1- sur la marge d'interprétation de ces orientations (caractère très appréciatif et subjectif), le risque politique (au sens de la gestion de la cité) voire juridique sur les autorisations d'urbanisme en découlant paraît élevé. La rédaction appelle de nombreuses interprétations possibles, qui au-delà d'un urbanisme négocié, génèrent de l'instabilité et de possibles questionnements sur l'égalité de traitement face à la règle publique. La Ville s'interroge sur le positionnement du juge quant à la notion de rapport de compatibilité et son interprétation. Elle est demanderesse d'un éventuel retour d'expérience par benchmark d'autres agglomérations sur ces questions.
- 2- sur le risque d'incohérence entre OAP paysage et d'autres pièces du PLUI. Ce point ne pourra être vérifié qu'au moment de l'instruction des ADS.
- 3- Ce document, complexe et spécialisé, apparaît peu accessible pour le public non initié. Cette complexification par bien des aspects va à l'encontre du choc de simplification voulue en matière de politique publique et nécessite une vraie appropriation par les techniciens, les porteurs de projets, et les décideurs politiques. La Ville de Sassenage rappelle que de par sa strate démographique, elle ne dispose pas d'une ingénierie de concours pour cela (architecte-conseil du CAUE, paysagiste) et que ces compétences, qu'elles s'exercent à la Métropole ou en commune représenteront un coût pour la collectivité, pour un gain en terme de qualité de projet, qui est difficilement évaluable ou démontrable.

Par ailleurs, il est proposé que seules les orientations spécifiques et principe d'aménagement soient opposables et non le détail des prescriptions. La Ville demande quels moyens entend donner la Métropole aux communes pour l'application de cette OAP avec quelle grille de lecture.

- OAP risques et résilience :

L'OAP risque et résilience complète les dispositions réglementaires sur les risques afin de garantir de la bonne prise en compte du risque dans les projets, notamment dans un objectif de résilience (capacité d'un corps à surmonter un événement).

Cette OAP risque et résilience constitue un outil-guide intéressant pour une bonne application et compréhension des dispositions réglementaires. Elle propose des stratégies d'aménagement adapté à chaque type d'aléa (crue rapide, torrentielle, chute de blocs, seisme etc...). Elle a le mérite de présenter des mesures relevant à la fois du constructif mais aussi de l'organisationnel concourant à l'enjeu d'un avènement et du partage de la culture du risque, étant précisé que la Ville sera plus impactée par le futur PPRI-Drac que la présente OAP, l'approbation du PPRI-Drac devant avoir lieu en 2020, à une date quasi-concomitante avec l'entrée en vigueur du PLUI.

- OAP qualité de l'air :

L'objectif de cette OAP est de réduire l'exposition des habitants à la pollution atmosphérique en incitant un urbanisme et une architecture qui protègent les populations de l'influence des grandes infrastructures routières.

6. Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) sectorielles

Les OAP visent à définir des principes d'aménagement sur des sites à enjeux et dont l'opérationnalité est à court/moyen terme. La loi ALUR demande à ce que les zones AU indicées (ouverte à l'urbanisation soit par opération d'ensemble ou au fur et à mesure de la réalisation des équipements interne de la zone) fassent l'objet d'une OAP.

Le projet de PLUI propose deux OAP sectorielles : l'OAP Portes du Vercors et l'OAP Falaise

1- OAP 23 : Portes du Vercors :

La Ville de Sassenage rappelle ses réserves sur la desserte des îlots entre la petite Saône et la Saulée par les rues Mozart et Beethoveen, extérieures au périmètre de la ZAC. Elle réitère sa demande d'étude de création d'une voie d'accès alternative à l'intérieur du périmètre de la ZAC, et son inscription dans l'OAP.

2-OAP 75 : la Falaise

Par modification n°4 du PLU en date du 29 septembre 2017, une OAP a été inscrite sur ce secteur. La présente OAP reprend les orientations déjà existantes. La Commune formule une remarque à la page 47 du document, sur le tableau du rappel des dispositions réglementaires et l'absence du report de l'emplacement réservé sur le secteur sud pour la réalisation de 30 % de logements locatifs sociaux dans l'atlas des emplacements réservés. En effet, le secteur nord (Car Faure) prévoit un secteur de mixité sociale de 35 % de logements locatifs sociaux et le secteur sud (site ex-GLD) un emplacement réservé en vue de la réalisation de 30 % LLS.

7. Les annexes

Les annexes du projet de PLUI recensent les différentes servitudes d'utilité publique et autres informations mentionnées aux articles R.151-51 à R.151-53 du Code de l'urbanisme.

PROPOSE au Conseil municipal de la Commune de Sassenage, après en avoir délibéré :

D'EMETTRE un avis favorable au projet de PLUI arrêté par délibération du Conseil Métropolitain en date du 28 septembre 2018, assorti des recommandations/observations et de quatre réserves formulées dans la présente délibération.

Jérôme GIACHINO entre en séance à 20 heures 30.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'EMETTRE un avis favorable au projet de PLUI arrêté par délibération du Conseil Métropolitain en date du 28 septembre 2018, assorti des recommandations/observations et de quatre réserves formulées dans la présente délibération.

**28 - DAE – DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE –
DÉBAT SUR LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES DU PROJET DE RÈGLEMENT LOCAL
DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL (RLPI)**

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU la Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

VU le Décret n° 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble-Alpes-Métropole » ;

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5217-1 et suivants ;

VU le Code de l'urbanisme, notamment l'article L. 153-12 ;

VU le Code de l'Environnement, les articles L 581-1 et suivants et notamment l'article L 581-14 relatif à l'élaboration des Règlements Locaux de Publicité;

VU la délibération du Conseil métropolitain, en date du 6 juillet 2018, prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi) de Grenoble-Alpes Métropole, définissant les objectifs poursuivis, les modalités de concertation préalable et de collaboration avec les communes membres ;

VU les orientations générales du projet de RLPi annexées à la présente délibération ;

CONSIDERANT que Grenoble Alpes Métropole, compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), est compétente pour élaborer un RLP Intercommunal sur son territoire.

Par délibération en date du 6 juillet 2018, le Conseil métropolitain a prescrit l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal (RLPi) qui se substituera aux règlements communaux existants menacés de caducité en juillet 2020.

Le règlement local de publicité (RLP) fixe dans le cadre de la réglementation nationale de publicité, les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes, visibles des voies ouvertes à la circulation publique.

La délibération prévoit les conditions de collaboration avec les communes et d'association des personnes publiques associées (Etat, Autorité Environnementale, Département de l'Isère, la Chambre d'Industrie et du Commerce, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, la Chambre d'Agriculture, Parcs Naturels Régionaux...). Elle définit également une concertation, à la fois citoyenne et avec les organismes compétents et/ou concernés (professionnels de l'affichage Union de la Publicité Extérieure et associations - Paysage de France).

La procédure d'élaboration du RLPi est identique au PLUi. Elle comprendra, un débat sur les orientations générales en Conseil municipal et en Conseil métropolitain, un arrêt et une enquête publique pour une approbation en février 2020.

Une première réunion avec les personnes publiques associées, les sociétés d'affichage et les associations locales, s'est tenue le 7 novembre 2018. Elle a porté sur la présentation de la démarche et du diagnostic de l'affichage publicitaire sur le territoire.

Tout comme le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi, les Orientations Générales du futur RLPi sont à débattre dans chaque conseil municipal et au

Les objectifs fixés par le conseil de la Métropole dans la délibération de prescription du RLPI doivent être déclinés en orientations applicables qui eux même feront l'objet d'une traduction réglementaire.

Pour ce faire, un diagnostic du territoire métropolitain a été réalisé durant l'été 2018. Cet état des lieux a servi de base à l'expression des élus lors d'un séminaire organisé le 7 novembre 2018 en Mairie de Saint Martin le Vinoux destiné à définir les propositions d'orientations générales du futur RLPI.

Ce sont ces propositions orientations générales qu'il est proposé de débattre dans chaque conseil municipal et au sein du conseil de Métropole.

En effet, en application de l'article L 153-12 du Code de l'Urbanisme, un débat sur des orientations du projet doit être organisé au sein du Conseil métropolitain et des Conseils municipaux des communes membres.

Sont donc présentées, afin d'être débattues, les orientations générales du projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) de Grenoble-Alpes Métropole.

Ainsi, **six orientations** ont ainsi été définies, en collaboration avec les communes et en concertation avec les habitants :

- **Une orientation générale :** Préserver les identités paysagères de la Métropole qu'elles soient naturelles ou bâties.
 - Préserver les qualités paysagères du territoire, tout particulièrement dans les secteurs sensibles
 - Conforter l'organisation polycentrique du territoire définie dans le PLUi ;
 - Limiter les dispositifs publicitaires dans les centres historiques et plus largement dans les cœurs de vie, les Parcs naturels régionaux, les plateaux et montagnes et sur les Trames Vertes et Bleues ainsi que sur la trame noire;
 - Limiter l'impact visuel des dispositifs en définissant notamment un format d'affichage maximal ;
 - Préserver le cadre de vie des zones à vocation résidentielle ;
 - Promouvoir des dispositifs de qualité adaptés aux enjeux et à la diversité du territoire ;
 - Adapter les dispositifs publicitaires aux enjeux des secteurs protégés ;
 - Assurer la visibilité des activités touristiques ;
 - Limiter le recours aux dispositifs lumineux et numériques ;
- **Trois orientations sectorielles** sur des secteurs à enjeux :
 - 1- Valoriser les cœurs historiques et les centralités de la Métropole :
 - Protéger le patrimoine et l'architecture;
 - Préserver les cœurs de vie, notamment les abords des établissements d'enseignements (école);
 - Conforter l'expression citoyenne et institutionnelle ;
 - Promouvoir l'amélioration qualitative des dispositifs.
 - 2- Rendre lisibles et attractives les zones d'activités économiques et commerciales :
 - Mettre en cohérence les dispositifs publicitaires avec les besoins des usagers ;
 - Promouvoir la mutualisation des supports par le biais de matériels de Signalétique d'Information Locale (SIL) ;
 - Apaiser l'espace pour améliorer la lisibilité des dispositifs;
 - Rechercher l'intégration et l'esthétisme des enseignes.

- 3- Améliorer l'image de la Métropole par les entrées de ville et les axes structurants :
- Lutter contre la banalisation paysagère des axes que provoque la multiplication des dispositifs ;
 - Adapter les formats à l'échelle de l'axe en cohérence avec le paysage et le public visé
 -

- **Deux orientations thématiques:**

1- Promouvoir l'expression publique et citoyenne:

- Promouvoir l'expression citoyenne dans le respect de la diversité des territoires ;
- Permettre l'expression publique ;
- Favoriser l'intégration architecturale des dispositifs dans leur environnement.

2- Encadrer le développement des nouvelles technologies d'affichage :

- Limiter le recours aux dispositifs lumineux et numériques;
- Interdire les dispositifs numériques et lumineux à proximité des espaces sensibles (enseignements...);
- Assurer l'extinction nocturne des dispositifs;
- Réduire la luminance en journée ;
- Limiter les consommations énergétiques ;
- Préserver les corridors noirs ;
- Concilier les enjeux de sécurité routière avec le développement des dispositifs numériques.

PROPOSE au Conseil Municipal de Sassenage, après en avoir débattu :

DE PRENDRE ACTE de la présentation des orientations générales du projet de Règlement Local de Publicité intercommunal de Grenoble-Alpes Métropole (RLPi) et du débat qui s'est tenu le 13 décembre 2018.

Le Maire demande s'il y a des points à débattre ou d'autres avis à formuler que celui qui vient d'être exposé par Jean-Pierre SERRAILLIER.

Jean-Pierre SERRAILLIER confirme que le groupe majoritaire est d'accord avec ce règlement.

Yannick BELLE explique que le groupe « Agir pour Sassenage » est d'accord avec les orientations générales de ce règlement mais il remarque que les panneaux 4x3 vont sans doute disparaître du paysage communal, ce qui engendrera une disparition de recette pour des particuliers qui en possèdent sur leur propriété. Cela nécessiterait donc qu'on les prévienne afin qu'ils ne soient pas surpris de perdre une source de revenu.

Le Maire est d'accord avec cette remarque.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

DE PRENDRE ACTE de la présentation des orientations générales du projet de Règlement Local de Publicité intercommunal de Grenoble-Alpes Métropole (RLPi) et du débat qui s'est tenu le 13 décembre 2018.

29 - DAE – SERVICE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – SORTIE DE RÉSERVE FONCIÈRE AU TITRE DU VOLET « HABITAT ET LOGEMENT SOCIAL »- ACQUISITION AUPRÈS DE L'EPFLD DES TÈNEMENTS, SIS RUE DE LA RÉPUBLIQUE

Christian COIGNÉ,

VU l'article L 2121-29 du Code Général des collectivités territoriales,

VU le règlement intérieur de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné (EPFLD) en date du 12 mars 2015,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 7 avril 2016 ayant pour objet la saisine de l'EPFLD en vue du portage foncier de la parcelle cadastrée BD n°364, sise au 16 rue de la République au titre du volet « Habitat et Logement Social » ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 12 décembre 2016 ayant pour objet la saisine de l'EPFLD en vue du portage foncier des parcelles cadastrées BD n°365 à BD n°370, sise au 16 rue de la République au titre du volet « Habitat et Logement Social » ;

VU la délibération du Conseil d'Administration de l'EPFLD en date du 24 octobre 2018 ayant pour objet la cession à la Commune de Sassenage et à Grenoble-Alpes Métropole des parcelles cadastrées BD n°364 à BD n°370;

VU les conventions de portage entre l'EPFLD, la Commune de Sassenage et la Métropole en date du 25 avril 2016 et du 1^{er} mars 2017 ;

VU l'avis du service de France Domaine référencé n°2018 38474V2749 en date du 23 août 2018;

CONSIDERANT que l'EPFLD a acquis, par délégation de l'État, ce tènement constitué des parcelles cadastrées section BD n°364 à n°370 pour une superficie d'environ 3514 m², et au prix de 100 000 € chacune, en vue de la réalisation des objectifs fixés dans le programme local de l'habitat, et en cohérence avec les objectifs déterminés en application de l'article L.302-8 du code de la construction et de l'habitation ;

CONSIDERANT qu'à l'issue d'une consultation lancée par EPFLD en lien avec la commune, la société Bouygues Immobilier a été retenue pour la réalisation d'une opération immobilière de mixité sociale comprenant environ 31 logements dont 14 logements sociaux ;

CONSIDERANT qu'il convient, au regard de l'avancée opérationnelle du projet, de procéder à la sortie de la réserve foncière desdits tènements en vue de permettre leurs cessions à la société Bouygues Immobilier ;

CONSIDERANT que dans le cadre dudit projet, il convient de réaliser un trottoir et un abord paysager nécessitant une cession de l'EPFLD au profit de Grenoble Alpes Métropole d'une bande de terrain le long des parcelles BD n°364 à 370, d'environ 3 mètres de large ;

CONSIDERANT qu'un document d'arpentage est en cours d'établissement par un cabinet d'expert-géomètre;

CONSIDERANT que le montant total de l'acquisition, frais d'acquisition et de portage compris est de 726 828,23 € HT pour les parcelles BD n°364p à BD n°370p,

CONSIDERANT que l'avis du service France Domaine susvisé confirme la valeur vénale ;

PRECISE que cette acquisition pourra être augmentée des frais de portage prorata temporis sur la base de 594.23 € par mois dans le cas où l'acte de cession authentique n'interviendrait pas dans les 15 mois à compter de la délibération du Conseil d'Administration de l'EPFLD en date du 24 octobre 2018,

PROPOSE au Conseil municipal :

D'ENTERINER la sortie de portage des propriétés mises en réserve foncière par l'EPFLD au titre du dispositif « Habitat et Logement social » des propriétés constituées par les parcelles BD n°364, BD n°365, BD n°366, BD n°367, BD n°368, BD n°369 et n°370 pour partie, sises au 16 rue de la République à Sassenage ;

D'APPROUVER l'acquisition des parcelles BD n°364 à BD n°370 pour partie pour un montant de 726 828,23 € HT, montant déterminé hors taxe sur la valeur ajoutée sur la marge et représentant le prix net devant revenir à l'EPFLD du Dauphiné ;

DE PRECISER que le régime de TVA immobilière applicable à cette mutation est celui de la TVA sur marge ;

DE PRECISER que cette acquisition pourra être augmentée des frais de portage prorata temporis sur la base de 594.23 € par mois dans le cas où l'acte de cession authentique n'interviendrait pas dans les 15 mois à compter de la délibération du Conseil d'Administration de l'EPFLD ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les actes notariés afférents à cette cession, ainsi que le compromis de vente, à recevoir par Maître AMBROSIANO, notaire à Fontaine, ainsi que tous les documents nécessaires à cet effet ;

DE DIRE que les frais de notaire seront à la charge de la Ville de Sassenage ;

DE DIRE que cette acquisition sera inscrite au budget primitif 2019.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**30 - DAE – SERVICE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – RUE DE LA
RÉPUBLIQUE- CESSION DES PARCELLES CADASTRÉES SECTION BD N°364 À BD
N°370 AU PROFIT DE LA SOCIÉTÉ BOUYGUES IMMOBILIER**

Christian COIGNÉ,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2121-29 et L.2122-21 ;

VU les arrêtés préfectoraux en date du 31 juillet 2014 et du 30 janvier 2018 constatant la carence de la commune de Sassenage au motif qu'elle n'a pas atteint son objectif en matière

de production de logements locatifs sociaux pour les périodes triennales 2011-2013 et 2014-2016 ;

VU la délibération du Conseil d'Administration de l'EPFLD en date du 24 octobre 2018 ayant pour objet la cession à la Commune de Sassenage et à Grenoble-Alpes Métropole des parcelles cadastrées section BD n°364 à BD n°370, sises Rue de la République ;

VU la délibération du Conseil Municipal n° 29 en date du 13 décembre 2018 ayant pour objet l'acquisition auprès de l'EPFLD des parcelles cadastrées section BD n°364 à BD n°370, sises rue de la République ;

VU l'avis de France Domaine référencé n°2018-38474V2750 en date du 23 août 2018,

CONSIDERANT que par délibération du Conseil d'Administration en date du 24 octobre 2018, l'EPFLD a entériné la cession des parcelles cadastrées section BD n°364 à BD n°370 pour partie, sises rue de la République, au profit de la Commune de Sassenage ;

CONSIDERANT que le Conseil Municipal a approuvé par délibération n°29 en date du 13 décembre 2018 la sortie de portage et l'acquisition auprès de l'EPFLD des tènements susvisés pour partie ;

CONSIDERANT que la Société Bouygues Immobilier a été retenue, dans le cadre d'une consultation, pour réaliser une opération de mixité sociale comprenant environ 31 logements dont 14 logements locatifs sociaux sur lesdits tènements ;

CONSIDERANT que dans le cadre dudit projet, il convient de réaliser un trottoir et un abord paysager nécessitant une cession de l'EPFLD au profit de Grenoble Alpes Métropole d'une bande de terrain le long des parcelles BD n°364 à 370, d'environ 3 mètres de large ;

CONSIDERANT qu'un projet de division est en cours d'établissement par un géomètre-expert afin de déterminer l'identité et la superficie du surplus restant à céder à la commune de Sassenage;

CONSIDERANT que la Commune de Sassenage envisage la cession, lorsqu'elle sera propriétaire dudit tènement, au profit de la société Bouygues Immobilier en vue de la réalisation d'un programme immobilier ;

CONSIDERANT qu'il a été convenu de signer au préalable une promesse unilatérale de vente entre la Société Bouygues Immobilier et la Commune de Sassenage, préalablement à la réitération de l'acte authentique ;

PRECISE que la réalisation de la promesse unilatérale de vente sera soumise à la condition suspensive de l'acquisition desdits tènements auprès de l'EPFLD conformément à la délibération du Conseil Municipal n° 29 en date du 13 décembre 2018. A ce titre, les actes authentiques à intervenir entre l'EPFLD et la commune de Sassenage et la commune de Sassenage et la société Bouygues Immobilier devront être signés conjointement ;

INDIQUE que la cession des parcelles cadastrées section BD n°364 à BD n°370 pour partie (surplus revenant à la Commune de Sassenage, déduction faite de la bande de terrain le long dudit tènement) est consentie au montant de 950 000 € hors taxe ;

PRECISE que la Division France Domaine Evaluations a émis un avis référencé n°2018-38474 V 2750, en date du 23 août 2018, confirmant la valeur vénale susvisée ;

CONSIDERANT que la réalisation de cette opération contribue à atteindre les objectifs assignés à la Commune de Sassenage en matière de production de logements sociaux fixés

notamment par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) en date du 13 décembre 2000 et la loi Accès au Logement et Urbanisme Rénové (ALUR) en date du 24 mars 2014 imposant la réalisation de 25 % de logements sociaux à l'horizon 2025 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

Pour permettre la réalisation d'un programme comportant notamment des logements locatifs sociaux sur la commune de Sassenage ;

D'ACCEPTER la cession au profit de la Société Bouygues Immobilier des parcelles cadastrées section BD n°364p, BD n°365p, BD n°366p, BD n°367p, BD n°368p, BD n°369p, BD n°370p au montant de 950 000 € HT ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les actes notariés afférents à cette cession, et notamment la promesse unilatérale de vente à recevoir par Maître AMBROSIANO, notaire à Fontaine, ainsi que tous les documents nécessaires à cet effet ;

DE DIRE que les frais d'acte notarié seront à la charge de la société Bouygues Immobilier qui s'y engage ;

DE DIRE que la recette sera inscrite au budget primitif 2019.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

Les délibérations concernant les questions à l'ordre du jour étant terminées, avant de passer aux questions diverses le Maire annonce que la commune de Sassenage vient d'obtenir une deuxième fleur au concours des villes fleuries. Il remercie Brigitte GALLO et Daniel d'OLIVIER QUINTAS pour leur rôle d'animation du marché de Noël.

Puis, le Maire demande une minute de silence en hommage aux morts de l'attentat de Strasbourg.

Ensuite, il répond aux questions diverses posées.

La séance est close à 21 heures et 25 minutes.

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le *lundi* 17 décembre 2018



Le Maire

Christian COIGNÉ

Affichage le : 17 DEC. 2018

n° 79, le

